



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 24 FÉVRIER 2021
GEMEENTERAAD VAN 24 FEBRUARI 2021

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Catherine Moureaux, *Présidente du Conseil/Voorzitster van de Raad* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Dirk De Block, Ann Gilles-Goris, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Mohamed Amine Akrouh, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Talemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Gilbert Hildgen, *Secrétaire adjoint/Adjunct Secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Ahmed El Khannouss, Laurent Mutambayi, Joke Vandenbempt, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Ouverture de la séance à 16:10
Opening van de zitting om 16:10

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

24.02.2021/A/0001

Département Services généraux et Démographie
Affaires juridiques - COVID-19 - Confirmation l'ordonnance de police de la Bourgmestre concernant la tenue virtuelle, jusqu'au 14 mars 2021 inclus, des séances du Conseil communal, des commissions et des conseils consultatifs communaux, du Conseil de police, du conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 134§1er et 135,§2;
Vu les arrêtés ministériels portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du Coronavirus COVID-19;
Vu la circulaire ministérielle du 16 octobre 2020 (CIRC. 2020/13) – mesures organisationnelles dans le cadre de la crise sanitaire – Adaptation des règles de fonctionnement des instances de décision en l'absence d'arrêté de pouvoirs spéciaux organisant ces aménagements ;
Vu la nécessité d'assurer la continuité du service public tout en tenant compte des mesures édictées par le conseil national de sécurité en vue d'éviter la propagation du Covid-19 ;
Vu l'Ordonnance de Police de la Bourgmestre prise en date du 1 février 2021 concernant la tenue virtuelle, jusqu'au 14 mars 2021 inclus, des séances du Conseil communal, des commissions et des conseils consultatifs communaux, du Conseil de police, du Conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS de Molenbeek-

Saint-Jean, et qu'il y a lieu de la confirmer ;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer l'ordonnance de Police de la Bourgmestre du 1er février 2021 concernant la tenue virtuelle, jusqu'au 14 mars 2021 inclus, des séances du Conseil communal, des commissions et des conseils consultatifs communaux, du Conseil de police, du conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 33 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - COVID-19 - Bevestiging politieverordening van de burgemeester betreffende het houden van virtuele zittingen tot en met 14 maart 2021 van de Gemeenteraad, de commissies en de adviesraden, de politieraad, de Raad voor maatschappelijk Welzijn, het vast bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 134§1er en 135,§2;

Gelet op de ministeriële besluiten inzake noodmaatregelen om de verspreiding van het Coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op de Ministeriële Omzendbrief van 16 oktober 2020 (OMZ 2020/13) Organisatorische maatregelen in het kader van de gezondheids crisis - Aanpassing van de werkingsregels van de besluitvormende organen in afwezigheid van een bijzondere machtenbesluit tot regeling van deze voorzieningen;

Gelet op de noodzaak om de continuïteit van de openbare dienst te waarborgen en tegelijkertijd rekening te houden met de maatregelen die de Nationale Veiligheidsraad heeft genomen om de verspreiding van Covid-19 te voorkomen;

Gelet op de politieverordening van de burgemeester van 1 februari 2021 betreffende het houden van virtuele zittingen van de Gemeenteraad, de commissies en de adviesraden, de politieraad, de Raad voor maatschappelijk Welzijn, het vast bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jans- Molenbeek tot en met 14 maart 2021 en dat het nodig is deze te bevestigen;

BESLIST :

Enig artikel :

De politieverordening van de burgemeester van 1 februari 2021 te bevestigen betreffende het houden van virtuele zittingen tot en met 14 maart 2021 van de Gemeenteraad, de commissies en de adviesraden, de politieraad, de Raad voor maatschappelijk Welzijn, het vast bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 33 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Enseignement francophone - Enseignement communal de Promotion sociale - Institut Machtens - Convention entre l'Administration communale et l'asbl Service Emploi de Koekelberg pour l'occupation gratuite de locaux de cours à l'Institut Machtens en 2021 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que l'article 114 du décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités déterminées à l'article 7 dudit décret :

- Concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- Répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturelles ;

Vu le règlement communal d'occupation des salles et des locaux appartenant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean, adopté par le Conseil communal du 23 septembre 2015 et publié par voie d'affichage le 27 octobre 2015 ;

Considérant la demande de l'asbl Service Emploi de Koekelberg, en date du 25 janvier 2021, sollicitant la mise à disposition à titre gratuit du local informatique n°12 et du couloir fermé jouxtant ce local, situés à l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale (rue Tazieaux, 25), repris comme bâtiment communal ;

Considérant que l'asbl Service Emploi de Koekelberg donnera priorité aux demandeurs d'emploi Molenbeekoïses et l'offre gratuite de divers services techniques, ci-annexés dans la convention de mise à disposition des locaux ;

Considérant que ces cours seront donnés par la section Koekeltech, projet d'économie sociale de l'asbl Service Emploi de Koekelberg ;

Considérant que ces modules seront destinés à des demandeurs d'emploi de la Région bruxelloise comprenant une initiation de base pour Windows (débutants), Word (débutants), mon Actiris et l'utilisation du mail, recherche d'emploi sur internet et réseaux sociaux ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans une politique de combat contre la fracture numérique régionale et ce, sans recherche de profit. L'objectif de l'asbl étant de les rendre autonomes dans leurs recherches d'emploi et de les initier aux nouvelles technologies ;

L'accès aisé de l'endroit en raison de sa localisation explique le succès grandissant des modules informatiques auprès des Molenbeekoïses et des habitants des communes limitrophes ;

Considérant que ces cours seront donnés du 8 mars 2021 au 31 décembre 2021, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 ;

Considérant que la demande de l'asbl Service Emploi de Koekelberg de pouvoir également occuper de façon occasionnelle et ponctuelle le local 12 et le couloir fermé, certains après-midi du lundi au vendredi, en fonction des disponibilités et après accord de Mme PITZ, directrice de l'Institut Machtens ;

Considérant que ces occupations auront toujours lieu en dehors des heures de l'Institut

Machtens (18h00 à 21h30) et uniquement durant les jours d'ouverture (hors vacances scolaires) ;

Considérant que ce projet profitera à la commune de Molenbeek-Saint-Jean et se veut intégrateur et positif ;

Considérant l'accord de principe de Madame Stéphanie PITZ, Directrice de l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'asbl Service Emploi de Koekelberg veillera durant toute la période de crise sanitaire, à mettre à disposition tout le nécessaire de désinfection (gel hydro alcoolique, lingettes désinfectantes) et respectera toutes les mesures strictes de distanciation durant les cours et de désinfection après chaque cours dispensé ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la mise à disposition à titre gratuit, du 8 mars 2021 au 31 décembre 2021, du local informatique n°12 et son couloir fermé de l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, situé rue Tazieaux, 25 à 1080 Bruxelles au profit de l'asbl Service Emploi de Koekelberg, en échange de la gratuité de divers services techniques, formalisée dans la convention ci-annexée établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens et l'asbl Service Emploi de Koekelberg.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Openbaar Onderwijs - Gemeentelijk onderwijs van Sociale promotie - « Institut Machtens » - Conventie tussen het Gemeentebestuur en de vzw « Service Emploi de Koekelberg » voor de gratis bezigheid van leslokalen bij het « Institut Machtens » in 2021 - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

24.02.2021/A/0003

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse

Enseignement francophone - Plan de Pilotage - Approbation du Plan de Pilotage de l'école n° 9 (Augusta Marcoux) - Nouvelle approbation - Echéance Fédération Wallonie Bruxelles : 26 février 2021.

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège échevinal en date du 27 août 2018 (012/27.08.2018/B/0223#) décidant :

Article 1 :

De prendre acte des nouveautés liées au Plan de Pilotage.

Article 2 :

D'accepter qu'une « convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des établissements scolaires » (voir modèle ci-joint) soit établie pour chaque établissement.

Vu la décision du Conseil Communal en date du 21 octobre 2020 (012/21.10.2020/A/0009#) décidant :

Article unique :

Article 1 :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°9 (*Augusta Marcoux*), repris en pièce-jointe.

Article 2 :

D'accepter que la communication quant à l'approbation de la décision soit transmise au Délégué au contrat d'objectifs (DCO) par le biais de l'application informatique développée par l'ETNIC.

Considérant qu'après approbation du Conseil de Participation et de la CoPaLoc (avis consultatifs) et approbation du Conseil de Communal, chaque école engagée dans la 2^e vague a dû soumettre son Plan de Pilotage, via l'application afférente, à son DCO (Délégué au contrat d'objectifs) ;

Considérant que le DCO devait ensuite remettre un rapport à l'école quant à son Plan de Pilotage ;

Considérant que ce rapport pouvait prendre 2 formes :

- Le retour du DCO peut prendre la forme de recommandations motivées si celui-ci estime que des éléments significatifs du Plan de Pilotage doivent être adaptés. Des recommandations motivées impliquent que l'école doit adapter son Plan de Pilotage, conformément à ce qui est prévu par le Décret Missions : l'école dispose alors de 40 jours ouvrables scolaires pour adapter son Plan de Pilotage.
- Le retour du DCO peut aussi prendre la forme de simples commentaires, ce qui signifie que le plan est conforme et adéquat. Il peut donc être contractualisé en l'état.

Considérant que le Plan de Pilotage de l'école 9 a reçu des recommandations ;

Considérant donc qu'à partir du 14 décembre 2020, l'école a 40 jours ouvrables scolaires pour rentrer un Plan de Pilotage adapté ;

Considérant que la date-butoir de remise du Plan de Pilotage est fixée au 26 février 2021 ;

Considérant que dans ce délai de 40 jours ouvrables scolaires, le Plan de Pilotage doit être approuvé successivement par le Conseil de Participation (avis consultatif), par la CoPaLoc (avis consultatif) et par le Conseil Communal ;

Considérant qu'il est primordial que le Plan de Pilotage, qui doit être approuvé par le Conseil Communal, soit transmis dans les temps au DCO via l'application, dans la mesure où des sanctions, allant jusqu'à des réductions de subventions, peuvent avoir lieu.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°9 (*Augusta Marcoux*), repris en pièce-jointe.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 35 votes positifs, 3 abstentions.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Stuurplan - Goedkeuring van het stuurplan voor school nr. 9 (Augusta Marcoux) - Nieuwe goedkeuring - Deadline Fédération Wallonie Bruxelles: 26 februari 2021.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 35 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

24.02.2021/A/0004 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Plan de Pilotage - Approbation du Plan de Pilotage de
l'école n° 15 (Les Lutins du Petit Bois) - Nouvelle approbation - Echéance Fédération
Wallonie Bruxelles : 5 mars 2021.

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège échevinal en date du 27 août 2018 (012/27.08.2018/B/0223#) décidant :

Article 1 :

De prendre acte des nouveautés liées au Plan de Pilotage.

Article 2 :

D'accepter qu'une « convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des établissements scolaires » (voir modèle ci-joint) soit établie pour chaque établissement.

Vu la décision du Conseil Communal en date du 21 octobre 2020 (012/21.10.2020/A/0010#) décidant :

Article unique :

Article 1 :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°15 (*Les Lutins du Petit Bois*), repris en pièce-jointe.

Article 2 :

D'accepter que la communication quant à l'approbation de la décision soit transmise au Délégué au contrat d'objectifs (DCO) par le biais de l'application informatique développée par l'ETNIC.

Considérant qu'après approbation du Conseil de Participation et de la CoPaLoc (avis consultatifs) et approbation du Conseil de Communal, chaque école engagée dans la 2^e vague a dû soumettre son Plan de Pilotage, via l'application afférente, à son DCO (Délégué au contrat d'objectifs) ;

Considérant que le DCO devait ensuite remettre un rapport à l'école quant à son Plan de Pilotage ;

Considérant que ce rapport pouvait prendre 2 formes :

- Le retour du DCO peut prendre la forme de recommandations motivées si celui-ci estime que des éléments significatifs du Plan de Pilotage doivent être adaptés. Des recommandations motivées impliquent que l'école doit adapter son Plan de Pilotage, conformément à ce qui est prévu par le Décret Missions : l'école dispose alors de 40 jours ouvrables scolaires pour adapter son Plan de Pilotage.

- Le retour du DCO peut aussi prendre la forme de simples commentaires, ce qui signifie que le plan est conforme et adéquat. Il peut donc être contractualisé en l'état.

Considérant que le Plan de Pilotage de l'école 15 a reçu des recommandations ;

Considérant donc qu'à partir du 4 janvier 2021, l'école a 40 jours ouvrables scolaires pour rentrer un Plan de Pilotage adapté ;

Considérant que la date-butoir de remise du Plan de Pilotage est fixée au 5 mars 2021 ;

Considérant que dans ce délai de 40 jours ouvrables scolaires, le Plan de Pilotage doit être approuvé successivement par le Conseil de Participation (avis consultatif), par la CoPaLoc (avis consultatif) et par le Conseil Communal ;

Considérant qu'il est primordial que le Plan de Pilotage, qui doit être approuvé par le Conseil Communal, soit transmis dans les temps au DCO via l'application, dans la mesure où des sanctions, allant jusqu'à des réductions de subventions, peuvent avoir lieu.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°15 (*Les Lutins du Petit Bois*), repris en pièce-jointe.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 35 votes positifs, 3 abstentions.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Stuurplan - Goedkeuring van het stuurplan voor school nr. 15 (Les Lutins du Petit Bois) - Nieuwe goedkeuring - Deadline Federatie Wallonië Brussel: 5 maart 2021.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 35 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

24.02.2021/A/0005

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse

Enseignement francophone - Plan de Pilotage - Approbation du Plan de Pilotage de l'école n° 16 (L'Ecole du Petit Bois) - Nouvelle approbation - Echéance Fédération Wallonie Bruxelles : 5 mars 2021.

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège échevinal en date du 27 août 2018 (012/27.08.2018/B/0223#) décidant :

Article 1 :

De prendre acte des nouveautés liées au Plan de Pilotage.

Article 2 :

D'accepter qu'une « convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des établissements scolaires » (voir modèle ci-joint) soit établie pour chaque établissement.

Vu la décision du Conseil Communal en date du 21 octobre 2020 (012/21.10.2020/A/0011#) décidant :

Article unique :

Article 1 :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°16 (*L'Ecole du Petit Bois*), repris en pièce-jointe.

Article 2 :

D'accepter que la communication quant à l'approbation de la décision soit transmise au Délégué au contrat d'objectifs (DCO) par le biais de l'application informatique développée par l'ETNIC.

Considérant qu'après approbation du Conseil de Participation et de la CoPaLoc (avis consultatifs) et approbation du Conseil Communal, chaque école engagée dans la 2^e vague a dû soumettre son Plan de Pilotage, via l'application afférente, à son DCO (Délégué au contrat d'objectifs) ;

Considérant que le DCO devait ensuite remettre un rapport à l'école quant à son Plan de Pilotage ;

Considérant que ce rapport pouvait prendre 2 formes :

- Le retour du DCO peut prendre la forme de recommandations motivées si celui-ci estime que des éléments significatifs du Plan de Pilotage doivent être adaptés. Des recommandations motivées impliquent que l'école doit adapter son Plan de Pilotage, conformément à ce qui est prévu par le Décret Missions : l'école dispose alors de 40 jours ouvrables scolaires pour adapter son Plan de Pilotage.
- Le retour du DCO peut aussi prendre la forme de simples commentaires, ce qui signifie que le plan est conforme et adéquat. Il peut donc être contractualisé en l'état.

Considérant que le Plan de Pilotage de l'école 16 a reçu des recommandations ;

Considérant donc qu'à partir du 4 janvier 2021, l'école a 40 jours ouvrables scolaires pour remettre un Plan de Pilotage adapté ;

Considérant que la date-butoir de remise du Plan de Pilotage est fixée au 5 mars 2021 ;

Considérant que dans ce délai de 40 jours ouvrables scolaires, le Plan de Pilotage doit être approuvé successivement par le Conseil de Participation (avis consultatif), par la CoPaLoc (avis consultatif) et par le Conseil Communal ;

Considérant qu'il est primordial que le Plan de Pilotage, qui doit être approuvé par le Conseil Communal, soit transmis dans les temps au DCO via l'application, dans la mesure où des sanctions, allant jusqu'à des réductions de subventions, peuvent avoir lieu.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°16 (*L'Ecole du Petit Bois*), repris en pièce-jointe.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 35 votes positifs, 3 abstentions.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Stuurplan - Goedkeuring van het stuurplan voor school nr. 16

(L'Ecole du Petit Bois) - Nieuwe goedkeuring - Deadline Fédération Wallonie

Bruxelles: 5 maart 2021.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 35 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Affaires juridiques - Modification du règlement communal du 24 juin 2015 relatif aux activités ambulantes et marchés.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, alinéa 1^{er} et 119 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu les articles 8 à 10 de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ;

Vu le Règlement communal relatif aux activités ambulantes et marchés adopté le 24 juin 2015 par le Conseil communal ;

Vu les articles 32, alinéa 1^{er}, 5^o et 39 des Décret et Ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises ;

Considérant que le Règlement communal du 24 juin 2015 relatif aux activités ambulantes et marchés prévoit actuellement que les abonnements trimestriels dus pour l'attribution d'un emplacement sur les marchés doivent être payés soit entre les mains du Receveur communal, soit par virement bancaire sur le compte de l'Administration communale ;

Considérant qu'il en va de même pour le paiement des redevances liées aux droits d'usage d'un emplacement sur la voie publique en dehors des marchés ;

Considérant qu'afin de renforcer la sécurité de ces transactions financières qui interviennent de manière récurrente dans la gestion des marchés et des activités ambulantes, il est souhaitable de supprimer les transferts d'argent liquide à l'avantage des paiements par virement bancaire ;

Considérant qu'il y a également lieu de mettre à jour le règlement communal du 24 juin 2015 quant aux références citées en matière de publicité administrative, suite à l'abrogation de la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes et de l'Ordonnance du 30 mars 1995 relative à la publicité de l'administration ;

DECIDE :

Article 1 :

De procéder aux modifications suivantes :

- à l'article 9, § 2, alinéa 2 du Règlement relatif aux activités ambulantes et marchés, adopté par délibération du Conseil communal du 24 juin 2015, les mots « *à la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes* » sont remplacés par les mots « *aux décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises* » ;
- à l'article 9, § 5, alinéa 2 du même Règlement, les mots « *à la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes et à l'Ordonnance du 30 mars 1995 relative à la publicité de l'administration* » sont remplacés par les mots « *aux décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la*

Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises » ;

- aux articles 13, alinéa 2, et 42, alinéa 1^{er} du même Règlement, les mots « *entre les mains du Receveur communal ou* » sont abrogés.

Article 2 :

D'adopter le texte annexé à la présente délibération en tant que version consolidée du règlement relatif aux activités ambulantes et marchés.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 37 votes positifs, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Wijziging van de gemeentelijke reglement van 24 juni 2015 betreffende de ambulante activiteiten en markten.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, lid 1 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikelen 8 tot 10 van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten;

Gelet op het reglement van de Gemeente betreffende de ambulante activiteiten - markten goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 24 juni 2015;

Gelet op artikelen 32, lid 1, 5°, en 39 van de gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Overwegende dat het reglement van de Gemeente betreffende de ambulante activiteiten – markten bepaalt momenteel dat de driemaandelijkse abonnementen voor de toewijzing van een standplaats op de openbare markten moeten betaald worden in handen van de Gemeenteontvanger of via overschrijving op de rekening van het Gemeentebestuur;

Overwegende dat hetzelfde geldt voor de vergoeding betreffende het gebruiksrecht voor een standplaats op de openbare weg buiten de openbare markten;

Overwegende dat het, om de veiligheid van deze financiële transacties, die steeds terugkeren in het beheer van de markten en de ambulante activiteiten, te vergroten, wenselijk is om overboekingen in contanten ten gunste van betalingen via een bankoverschrijving af te schaffen;

Overwegende dat het ook noodzakelijk is het reglement van de gemeente van 24 juni 2015 bij te werken wat betreft de verwijzingen die worden genoemd op het gebied van openbaarheid van bestuur, na de intrekking van de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten en de Ordonnantie van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur;

BESLUIT:

Artikel 1:

De volgende wijzigingen aan te brengen:

- in artikel 9, § 2, lid 2, van het Reglement van de Gemeente betreffende de ambulante activiteiten - markten goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 24 juni 2015, de woorden “*de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en Gemeenten*” worden vervangen door de woorden “*gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen*”;
- in artikel 9, § 5, lid 2, van hetzelfde Reglement de woorden “*de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en Gemeenten en de Ordonnantie van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur*” worden vervangen door de woorden “*gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen*”;
- in de artikelen 13, lid 2, en 42, lid 1, van het Reglement de woorden “*in handen van de Gemeenteontvanger of*” worden ingetrokken.

Artikel 2:

De aan deze beraadslaging gehechte tekst goed te keuren als een geconsolideerde versie van het Reglement betreffende ambulante activiteiten – markten.

Deze beraadslaging zal ter kennis worden gebracht van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die voor Plaatselijke Besturen bevoegd is, in de vormen en binnen de termijnen voorgeschreven door artikel 7 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 37 positieve stemmen, 1 onthouding.

24.02.2021/A/0007

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Programme Politique de la Ville 2017-2020 - Approbation de la quatrième modification du programme.

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 qui porte entre autre sur la Politique de la Ville;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine et adoptant la «Zone de Revitalisation Urbaine », dite « ZRU 2016 »;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville ;

Vu le courrier du 12 décembre 2016 par lequel le Service Public régional de Bruxelles (SPRB) s'engage à octroyer à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean un montant de 6.449.686,26 EUR dans le cadre du programme pluriannuel (2017-2020) de la «Politique de la Ville par le développement des quartiers», d'une durée d'exécution de 3,5 ans débutant à la date de notification du programme de base soumis par la Commune et approuvé par le Gouvernement régional ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve le programme pluriannuel « Politique de la Ville par le développement des quartiers 2017-2020 » de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu l'article 27 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la Politique de la Ville du 19 janvier 2017 portant exécution de l'ordonnance qui prévoit que le Conseil Communal peut modifier ou compléter le programme de la Politique de la Ville, sous réserve de ce que cette modification ou ce complément soit approuvé(e), sans augmentation des subsides octroyés, par le Ministre, et ce au maximum une fois chaque année;

Prend connaissance des modifications du programme Politique de la Ville par le développement des quartier 2017-2020;

Considérant que les modifications sont de 3 ordres :

- L'adaptation du mode de financement de certaines opérations et actions;
- L'adaptation des budgets et plans financiers annuels aux coûts estimés actualisés;
- L'adaptation et l'actualisation du contenu des fiches;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la quatrième modification du programme Politique de la Ville par le développement des quartiers 2017-2020.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

**Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Stadsbeleid 2017-2020 -
Goedkeuring van de vierde programmawijziging.**

DE RAAD,

Gelet op de organieke ordonnantie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, die met name betrekking heeft op het Stadsbeleidsprogramma;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot goedkeuring van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2016";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 betreffende het Stadsbeleid;

Gelet op de brief van 12 december 2016 waarin de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel zich ertoe verbindt de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek een bedrag van 6.449.686,26 EUR toe te kennen in het kader van het meerjarenprogramma (2017-2020) van het "Stadsbeleid via wijkontwikkeling", over een duur van 3,5 jaren, met aanvang op de datum van kennisgeving van het door de Gemeente ingediende en door de Gewestregering goedgekeurde basisprogramma;

Gelet op de betekening van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2017 waarmee de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennis neemt van het meerjarenprogramma “Stadsbeleid via de ontwikkeling van de wijken 2017-2020” van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het goedkeurt;

Gelet op artikel 27 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 19 januari 2017 die voorziet dat de gemeenteraad het programma van het Stadsbeleid kan wijzigen of aanvullen, onder voorbehoud dat deze wijziging of aanvulling, zonder verhoging van de toegekende subsidies, door de Minister goedgekeurd wordt, en dit maximaal één keer per jaar;

Neemt kennis van de wijzigingen van het programma van het Stadsbeleid via Wijkontwikkeling 2017-2020;

Overwegende dat de wijzigingen 3 types betreffen:

- De aanpassing van de wijze van financiering van bepaalde operaties en acties;
- De aanpassing van de jaarlijkse budgetten en financiële plannen aan de geactualiseerde geschatte kosten;
- De aanpassing en de actualisatie van de inhoud van de fiches;

BESLIST :

Enig artikel :

De vierde wijziging van het programma van het Stadsbeleid via Wijkontwikkeling 2017-2020 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

24.02.2021/A/0008

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructure et Développement Urbain - Politique de la Ville 2021-

2025 - Approbation des conventions entre la Commune et les associations

bénéficiaires - Molenbeek Sport asbl, Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE), La J asbl, JES Stadlabo vzw, le Centre Communautaire Maritime Asbl, Molenbeek Formation, la Mission Locale de Molenbeek-St-Jean asbl, vzw Buurthuis Bonnevie - Maison de Quartier Bonnevie asbl.

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 portant notamment sur le programme Politique de la Ville ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 novembre 2019 portant élaboration et adoption de la « zone de revitalisation urbaine » dite « ZRU 2020 » ;

Vu le courrier du 9 décembre 2020 par lequel le service Public régional de Bruxelles (SPRB) s’engage à octroyer à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean un montant de 8.236.768,36 EUR dans le cadre du programme pluriannuel (2021-2025) de la «Politique de la Ville par le développement des quartiers », d’une durée d’exécution de 5 ans débutant à la date de notification du programme de base soumis par la Commune et approuvé par le

Gouvernement régional ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 15 septembre 2020 décidant de prendre connaissance et d'approuver le programme Politique de la Ville par la revitalisation urbaine 2021-2025;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 janvier 2021 décidant de prendre connaissance du programme Politique de la Ville 2021-2025 établi par le Département Infrastructures et Développement Urbain et approuvé par le Collège des Bourgmestres et Echevins de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que ledit programme prévoit les actions suivantes :

- 1.6. Hall de sport Muhammad Ali ;
- 1.7. Animateurs socio-sportifs Quartiers Maritime et Decock ;
- 2.1. Animations autour du parc Menin - Etangs Noirs ;
- 2.2. Mon Quartier, Ma Maison ;
- 2.3. Ateliers et Stages créatifs par la MCCS ;
- 2.4. La poursuite du développement du quartier Saint-Remi ;
- 2.5 Actions collectives et citoyennes dans le quartier maritime via le CCM ;
- 2.6. Actions collectives dans le quartier Heyvaert via la WAQ ;
- 3.1 Espace de Formation Belvue ;
- 3.2 Projet ISP – pavage & rénovation de bâtiments ;
- 3.3 Guidances énergétiques ;
- 3.4. SAMPA accompagnement psychologique des primo-arrivants ;

Prend connaissance des conventions entre la Commune et les associations bénéficiaires: Molenbeek Sport asbl, Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE), La J asbl, JES Stadlabo vzw, le Centre Communautaire Maritime Asbl, Molenbeek Formation, la Mission Locale de Molenbeek-St-Jean asbl, vzw Buurthuis Bonnevie - Maison de Quartier Bonnevie asbl ;

Considérant que la Commune versera les subsides aux bénéficiaires ;

Considérant que la Région et la Commune doivent effectuer le contrôle quant à l'utilisation de la subvention et la réalisation effective du programme par les porteurs de projet ;

Considérant que les crédits nécessaires pour l'année 2021 ont été prévus au budget 2021 aux articles 9304/332/02 et 7626/332/02 ;

DECIDE :

Article unique :

De prendre connaissance et d'approuver les conventions entre la Commune et les associations bénéficiaires : Molenbeek Sport asbl, Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE), La J asbl, JES Stadlabo vzw, le Centre Communautaire Maritime Asbl, Molenbeek Formation, la Mission Locale de Molenbeek-St-Jean asbl, vzw Buurthuis Bonnevie - Maison de Quartier Bonnevie asbl ;

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Stadsbeleid 2021-2025 -

Goedkeuring van de overeenkomsten tussen de Gemeente en de begunstigde

verenigingen: Molenbeek Sport vzw, Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE), La J vzw - jeugdhuis, JES Stadlabo vzw, Gemeenschapscentrum Maritiem vzw, Molenbeek Formation, Mission Locale van Sint-Jans-Molenbeek vzw, vzw Buurthuis Bonnevie - Maison de Quartier Bonnevie asbl.

DE RAAD,

Gelet op de organieke ordonnantie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, dat met name betrekking heeft op het Stadsbeleidsprogramma;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 betreffende het Stadsbeleid;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 november 2019 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot goedkeuring van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2020";

Gelet op de brief van 9 december 2020 waarin de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel zich ertoe verbindt de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek een bedrag van 8.236.768,36 EUR toe te kennen in het kader van het meerjarenprogramma (2021-2025) van het "Stadsbeleid via wijkontwikkeling", over een duur van 5 jaren, met aanvang op de datum van kennisgeving van het door de Gemeente ingediende en door de Gewestregering goedgekeurde basisprogramma;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 september 2020, met als beslissing kennis te nemen van en goedkeuring te geven aan het Stadsbeleidsprogramma door Stedelijke herwaardering 2021-2025;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20 januari 2021, met als beslissing kennis te nemen van het Stadsbeleidsprogramma 2021-2025 dat door het departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling werd opgesteld en door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek werd goedgekeurd;

Overwegende dat voornoemd programma in volgende acties voorziet:

- 1.6. Sporthal Muhammad Ali;
- 1.7. Sociosportieve animatoren in de wijken Maritiem en Decock;
- 2.1. Randanimatie rond het park Menen-Zwarte Vijvers;
- 2.2. Mijn Wijk, Mijn Huis;
- 2.3. Creatieve Workshops en Stages door het HCSS;
- 2.4. Verdere ontwikkeling van de Sint-Remigiuswijk;
- 2.5. Gezamenlijke acties en burgerinitiatieven in de Maritiemwijk via het GCM;
- 2.6. Collectieve acties in de Heyvaertwijk via de WAQ;
- 3.1. Opleidingsruimte Belvue;
- 3.2. SPI-project – bestrating & renovatie van gebouwen;
- 3.3 Energiebegeleidingen;
- 3.4. SAMPA psychologische begeleiding voor nieuwkomers;

Neemt kennis van de overeenkomsten tussen de Gemeente en de begunstigde verenigingen: Molenbeek Sport vzw, Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE), La J vzw - jeugdhuis, JES Stadlabo vzw, Gemeenschapscentrum Maritiem vzw, Molenbeek Formation, Mission Locale van Sint-Jans-Molenbeek vzw, vzw Buurthuis Bonnevie - Maison de Quartier Bonnevie asbl;

Overwegende dat de Gemeente de subsidies aan de begunstigden zal overmaken;

Overwegende dat het Gewest en de Gemeente de controle moeten uitoefenen voor wat het gebruik van de subsidie en de daadwerkelijke verwezenlijking van het programma door de uitvoerders ervan aangaat;

Overwegende dat de kredieten voor 2021 voorzien zijn in de begroting 2021 op de artikelen 9304/332/02 en 7626/332/02;

BESLIST :

Enig artikel :

Kennis te nemen van en goedkeuring te geven aan de overeenkomsten tussen de Gemeente en de begunstigde verenigingen: Molenbeek Sport vzw, Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE), La J vzw - jeugdhuis, JES Stadlabo vzw, Gemeenschapscentrum Maritiem vzw, Molenbeek Formation, Mission Locale van Sint-Jans-Molenbeek vzw, vzw Buurthuis Bonnevie - Maison de Quartier Bonnevie asbl.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

24.02.2021/A/0009

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Quartier

Durable « Autour du Parc de l'Ouest » - Approbation de la deuxième modification du programme de base.

LE CONSEIL,

Vu l'Ordonnance Organique de la Revitalisation Urbaine du 06 octobre 2016 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'Ordonnance du 6 octobre 2016) du 24 novembre 2016 ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2017 (séance du 16 novembre 2017) par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale décide le lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2019 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve le dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 février 2021 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale décide d'approuver la première modification du programme de base du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » ;

Vu l'article 28 de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 06 octobre 2016 qui prévoit que le bénéficiaire principal peut solliciter jusqu'à cinq modifications ou compléments du contrat de quartier durable et que la procédure d'adoption des modifications et des compléments au contrat de quartier durable est la même que la procédure d'élaboration ;

Prend connaissance des modifications du programme de base du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » qui consistent exclusivement en l'adaptation du mode de financement des acquisitions et des opérations pour les projets suivants :

- 1.1 Centre de Quartier Ouest ;
- 1.2 Centre de jeunesse ;
- 1.3 Crèche (40 à 45p) + Accueil rue de Lessines ;
- 2.2 Habitations Conventiionnées Vandenpeereboom-Decock S/N ;
- 3.1 Parc Etangs Noirs & son activation ;
- 3.2 Axe doux rue JB Decock ;
- 3.3 Mutualisation parking de quartier Decock;

3.4 Parc/place Decock ;

3.5 Passage doux & potager de quartier Decock ;

Considérant que la part communale globale sur emprunt ne change pas par rapport à la première modification de programme;

Vu l'avis favorable de la Commission de Quartier du 9 février 2021 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la deuxième modification du programme de base du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest »;

Article 2 :

D'approuver le mode de financement des opérations et acquisitions dudit programme de base par voie de modification budgétaire.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 35 votes positifs, 3 abstentions.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract

Rondom Westpark - Goedkeuring van de tweede programmawijziging van het basisdossier.

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie van 06 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van de Ordonnantie van 06 oktober 2016) van 24 november 2016;

Gelet op de kennisgeving van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2017 (zitting van 16 november 2017) waarbij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering beslist om het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" te lanceren, in samenwerking met de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op de kennisgeving van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2019 (zitting van 14 februari 2019) waarbij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennisneemt van het basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" en het goedkeurt;

Gelet op de kennisgeving van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 februari 2021 waarbij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering beslist om de eerste wijziging van het basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" goed te keuren;

Gelet op artikel 28 van de organieke ordonnantie tot herwaardering van de stad van 6 oktober 2016, waarin is bepaald dat de hoofdbegunstigde tot vijf wijzigingen of aanvullingen van het Duurzaam Wijkcontract kan vragen en dat de procedure voor de vaststelling van wijzigingen en aanvullingen van het Duurzaam Wijkcontract dezelfde is als de procedure voor de opstelling van het contract;

Neemt kennis van de wijzigingen in het basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark", die uitsluitend bestaan in de aanpassing van de methode voor de financiering van de aankopen en de operaties voor de volgende projecten:

1.1 Wijkcentrum West

1.2 Jeugdcentrum

1.3 Kinderdagverblijf (40-45p) & Onthaal Lessenstraat

2.2 Woningen Vandenpeereboom- JB Decock

3.1 Zwarte Vijverspark & zijn activatie

3.2 Zachte as JB Decock

3.3 Mutualisatie buurtparking Decock

3.4 Parkplein JB Decock

3.5 Zachte doorsteek en buurtmoestuin JB Decock

Overwegende dat het globale gemeentelijke aandeel op de lening niet verandert ten opzichte van de eerste programmawijziging;

Gezien het gunstig advies van de Wijkcommissie van 9 februari 2021;

BESLIST:

Artikel 1:

De tweede wijziging van het basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" goed te keuren;

Artikel 2:

De financieringswijze van de aankopen en de ingrepen van het basisprogramma goed te keuren door middel van begrotingwijziging.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 35 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

24.02.2021/A/0010

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 1 « Citroën-Vergote » - Opération 2.1 "Square du Laekenveld" - Convention de subvention.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 16 novembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 1 « Citroën-Vergote » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 23 novembre 2017 octroyant une subvention à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation des actions et opérations du programme CRU 1 « Citroën-Vergote » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 3 décembre 2020 octroyant une subvention complémentaire de 250.000,00 euros à la commune de Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du CRU 1 "Citroën-Vergote" ;

Considérant que le montant alloué est affecté à l'opération 2.1 du programme modifié du CRU 1 "Citroën-Vergote" qui consiste en le réaménagement du square du Laekenveld et la création d'une connexion entre le square et le parc de Tour et Taxis ;

Vu la convention fournie par le Service public régional Bruxelles Urbanisme & Patrimoine (voir annexe) ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver la convention de subventionnement pour les opérations et actions prévues aux 1° à 4° et 6° de l'article 37 de l'Ordonnance de Revitalisation Urbaine - Contrat de Rénovation Urbaine "Citroën-Vergote" (voir annexe).

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur & Stedelijke Ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract (SVC) 1 « Citroën-Vergote » - Operatie 2.1 "Laekenveldsquare" - Subsidieovereenkomst.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 ter goedkeuring van het programma voor het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 1 « Citroën-Vergote » ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 2017 waarbij een subsidie wordt toegekend aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van de acties en operaties van het programma van het SVC 1 « Citroën-Vergote » ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 houdende toekenning van een bijkomende subsidie van 250.000,00 euros aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het SVC 1 "Citroën-Vergote" ;

Overwegende dat het toegekende bedrag is toegewezen aan operatie 2.1 van het gewijzigde programma van het SVC 1 "Citroën-Vergote" die voorziet in de herinrichting van de Laekenveldsquare en de aanleg van een verbinding tussen de square en het park van Thurn en Taxis ;

Gezien de overeenkomst overgemaakt door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Stedenbouw & Erfgoed (zie bijlage) ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De overeenkomst voor de subsidiëring van de operaties en acties, bepaald in 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke harwaardering goed te keuren - Stadsvernieuwingscontract "Citroën-Vergote" (zie bijlage).

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

24.02.2021/A/0011

Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière

Propriétés communales - Nouvelle Loi communale articles 234 § 2 et 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 § 2 et 3 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 42 de la Loi du 17.06.2016.

Est informé des décisions du Collège suivantes :

Séance du 29.12.2020 : Marché de services - Détartrage de tuyauteries, recherches et réparations après infiltrations au sein de diverses propriétés communales - Approbation des conditions et du mode de passation du marché. - Marché public de services par procédure négociée sans publication préalable – 170.000 ,00 EUR TVAC – article 9220/125/06 du budget ordinaire de l'exercice 2021 ;

Séance du 28.01.2021 :Marché de services - Entretien de réseaux d'égouttage, de descentes d'eau et de citernes d'eau pluviale dans diverses propriétés communales (Logements et Infrastructures) - Approbation des conditions et du mode de passation du

marché - Marché public de services par procédure négociée sans publication préalable –
168.105,30 EUR TVAC – article 9220/125/06 du budget ordinaire de l'exercice 2021 ;

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver les modes de financement des dépenses.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 36 votes positifs, 2 abstentions.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 § 2 & 3 -
Overheidsopdrachten - Kennisgeving van de besluiten van het College van
Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en meer bepaald op artikel 234, § 2 & 3;

Gelet op de besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen in verband met de plaatsing van opdrachten met onderhandelingsprocedure krachtens artikel 42 van de wet van 17.06.2016.

Wordt op de hoogte gebracht van volgende besluiten van het College:

Zitting van 29.12.2020: Opdracht voor diensten - Ontkalken van leidingen, onderzoek en reparatie na infiltraties in verschillende gemeentelijke gebouwen - Goedkeuring van de voorwaarden en de wijze van gunning van de opdracht - Overheidsopdracht voor diensten via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – 170.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 9220/125/06 van de gewone begroting van dienstjaar 2021;

Zitting van 28.01.2021 : Opdracht voor diensten - Onderhoud van riolering, regenpijpen en regenwaterreservoirs in verschillende gemeentelijke gebouwen (Woningbouw en Infrastructuur) - Goedkeuring van de voorwaarden en de wijze van gunning van de opdracht - Overheidsopdracht voor diensten via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - 168.105,30 EUR btw inbegrepen - artikel 9220/125/06 van de gewone begroting van dienstjaar 2021;

EN BESLUIT :

Enkel artikel :

Goedkeuring van de wijze van financiering van de uitgaven.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 36 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

24.02.2021/A/0012 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Décisions d'attribution des logements communaux -
Approbation du rapport d'activité pour l'année 2020.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu l'article 32 § 3 du Code bruxellois du Logement qui prévoit que « l'opérateur immobilier public fasse rapport annuellement de ses décisions d'attribution à l'organe qui a édicté son règlement d'attribution.»;
Vu l'article 8 du Règlement locatif communal qui prévoit que « la Commission d'Attribution des Logements Communaux (CALC) se réunit dès qu'un logement peut être donné en location et rend un avis conforme désignant le candidat auquel le logement vacant doit être attribué (en attribution directe ou en mutation) » ;
Considérant que cet avis est adopté à la majorité simple et transmis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour entérinement ;
Vu le rapport d'activité annuel reprenant les informations relatives aux logements communaux attribués sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean en 2020;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 28.01.2021 ;

DECIDE :

Article unique :

De prendre connaissance et d'approuver le rapport d'activité annuel reprenant les informations relatives aux logements communaux attribués sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean en 2020.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Beslissingen over de toewijzing van gemeentelijke
woningen - Goedkeuring van het activiteitenverslag voor het jaar 2020.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op artikel 32, § 3, van de Brusselse Huisvestingscode, dat bepaalt dat "de openbare vastgoedoperator bezorgt jaarlijks een verslag over zijn beslissingen tot toewijzing aan het orgaan dat zijn Toewijzingsreglement heeft uitgevaardigd »;
Gelet op artikel 8 van het Gemeentelijk Huurreglement dat bepaalt dat " de

Toewijzingscommissie voor de Gemeentelijke Woningen vergadert zodra er een vacante woning kan worden verhuurd en verstrekt een eensluidend advies, waarbij de kandidaat wordt aangewezen aan wie de vacante woning moet worden toegewezen (bij een onmiddellijke toewijzing of als mutatie)”;

Overwegende dat dit advies bij eenvoudige meerderheid wordt goedgekeurd, en aan het College van Burgemeester en Schepenen ter bekrachtiging overgemaakt;

Gelet op het jaarlijks activiteitenverslag met informatie over de gemeentelijke woningen die in 2020 op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek werden toegewezen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 28.01.2021;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het jaarlijks activiteitenverslag met informatie over de toegewezen gemeentelijke woningen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek in 2020 lezen en goedkeuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

24.02.2021/A/0013

Département Finances

**Economat - Nouvelle loi communale article 234 par. 3 et 4 - Marchés publics -
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234 par. 3 et 4 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 42 par. 1er, 1^oa) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

EST INFORMÉ DES DECISIONS DES COLLEGES SUIVANTES :

7 janvier 2021 – Achat de matériel de menuiserie. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. – procédure négociée – 55.000,00 EUR TVAC – xxxx/125/02 - fonds propres

7 janvier 2021 – Achat de matériel de serrurerie. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. – procédure négociée – 40.000,00 EUR TVAC – xxxx/125/02 - fonds propres

7 janvier 2021 – Achat des consommables informatiques pour divers services communaux pour l'année 2021. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. – procédure négociée – 114.000,00 EUR TVAC – xxxx/123/12, xxxx/123/13, xxxx/124/02 et xxxx/124/48 - fonds propres

7 janvier 2021 – Achat de matériel de construction. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. – procédure négociée – 55.000,00 EUR TVAC – xxxx/125/02 - fonds propres

7 janvier 2021 – Achat de matériel de plomberie. Approbation des conditions, du mode de

passation et des firmes à consulter. – procédure négociée – 76.000,00 EUR TVAC – xxxx/125/02 - fonds propres

7 janvier 2021 – Achat de matériel de peinture. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. – procédure négociée – 50.000,00 EUR TVAC – xxxx/125/02 - fonds propres

7 janvier 2021 – Achat de matériel d'électricité. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. – procédure négociée – 40.000,00 EUR TVAC – xxxx/125/02 - fonds propres

7 janvier 2021 – Marché de services de traduction. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. – procédure négociée – 35.000,00 EUR TVAC – 1040/122/48 - fonds propres

21 janvier 2021 – Achat de matériel de bricolage pour loisirs créatifs. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. – procédure négociée – 96.144,09 EUR TVAC – 7221/124/002 et 7222/124/02 - fonds propres

4 février 2021 – Nettoyage du centre de test Covid-19. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. – procédure négociée – 70.000,00 EUR TVAC – 1040//125/06 - fonds propres

11 février 2021 – Impression du journal communal. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. – procédure négociée – 25.000,00 EUR TVAC – 1330/124/48 - fonds propres

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Financiën

Economaat - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 par. 3 en 4 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 234 par. 3 en 4;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de gunning van opdrachten via onderhandelingsprocedure krachtens artikel 42 par. 1, 1^oa) van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE COLLEGEBSLISSINGEN:

7 januari 2021 – Aankoop van schrijnwerkmateriaal. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de bedrijven te raadplegen – onderhandelingsprocedure – 55.000,00 euro incl. BTW – xxxx/125/02 – eigen fondsen

7 januari 2021 – Aankoop van materiaal voor de slotenmakers Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de bedrijven te raadplegen – onderhandelingsprocedure – 40.000,00 euro incl. BTW – xxxx/125/02 – eigen fondsen

7 januari 2021 – Aankoop van informatica-artikelen voor verschillende gemeentediensten

voor het jaar 2021. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de bedrijven te raadplegen – onderhandelingsprocedure – 114.000,00 euro incl. BTW – xxxx/123/12, xxxx/123/13, xxxx/124/02 en xxxx/124/48 – eigen fondsen

7 januari 2021 – Aankoop van bouw materiaal. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de bedrijven te raadplegen – onderhandelingsprocedure – 55.000,00 euro incl. BTW – xxxx/125/02 – eigen fondsen

7 januari 2021 – Aankoop van loodgietersmateriaal. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de bedrijven te raadplegen – onderhandelingsprocedure – 76.000,00 euro incl. BTW – xxxx/125/02 – eigen fondsen

7 januari 2021 – Aankoop van schildermateriaal. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de bedrijven te raadplegen – onderhandelingsprocedure – 50.000,00 euro incl. BTW – xxxx/125/02 – eigen fondsen

7 januari 2021 – Aankoop van elektriciteitsmateriaal. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de bedrijven te raadplegen – onderhandelingsprocedure – 40.000,00 euro incl. BTW – xxxx/125/02 – eigen fondsen

7 januari 2021 – Dienstenopdracht van vertalingen. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de bedrijven te raadplegen – onderhandelingsprocedure – 35.000,00 euro incl. BTW – 1040/122/48 – eigen fondsen

21 januari 2021 – Aankoop van knutselmateriaal. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de bedrijven te raadplegen – onderhandelingsprocedure – 96.144,99 euro incl. BTW – 7221/124/02 en 7222/124/02 – eigen fondsen

4 februari 2021 – Schoonmaak van het testcentrum Covid-19. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de bedrijven te raadplegen – onderhandelingsprocedure – 70.000,00 euro incl. BTW – 1040/125/06 – eigen fondsen

11 februari 2021 – Drukwerk van het gemeenteblad. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de bedrijven te raadplegen – onderhandelingsprocedure – 25.000,00 euro incl. BTW – 1330/124/448 – eigen fondsen

EN BESLIST :

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

24.02.2021/A/0014

Département Finances

Finances - Fabrique d'église Saint-Rémi - Budget 2021.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint-Rémi a fait parvenir à la Commune son budget pour l'exercice 2021 ;

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église a inscrit à

l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte) un montant de 181.966,09 EUR

Considérant que ce budget se présente comme suit :

RECETTES 188.566,09 EUR
DEPENSES 188.566,09 EUR
RESULTAT ---

Considérant que le subside demandé doit être réparti entre la ville de Bruxelles et les communes de Jette et de Molenbeek-Saint-Jean,

Considérant que la quote-part de notre commune s'élève à :

Subside total ordinaire	Part communale Molenbeek-St-Jean
181.966,09 EUR	$181.966,09 \text{ EUR} \times 14.280 : 15.692 = 165.592,39 \text{ EUR}$

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques

D'églises ;

Vu la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un avis favorable sur le budget 2021 de la fabrique d'église Saint-Rémi ;

Article 2 :

D'accorder à la fabrique d'église un subside ordinaire de 165.592,39 EUR pour l'année 2021 et de réserver cette somme à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2021.

Expédition de la présente décision sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Sint Remigius - Begroting 2021.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Remigius aan de Gemeente haar begroting van het dienstjaar 2021 heeft laten geworden;

Overwegende dat de kerkfabriek, onder artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 181.966,09 EUR heeft ingeschreven teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten,

Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet:

ONTVANGSTEN 188.566,09 EUR
UITGAVEN 188.566,09 EUR
RESULTAAT ---

Overwegende dat de gemeentelijke toelage moet verdeeld worden onder de gemeenten van Brussel, Jette en Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat het aandeel van onze gemeente bedraagt:

Total gewone subsidie	Gemeentelijk aandeel Sint-Jans-Molenbeek
181.966,09 EUR	$181.966,09 \text{ EUR} \times 14.280 : 15.692 = 165.592,39 \text{ EUR}$

Gezien het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;
Gezien de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;
Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken;
Gezien de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2021 van de kerkfabriek Sint-Remigius;

Artikel 2

Aan de kerkfabriek Sint-Remigius een gewone toelage van 165.592,39 EUR toe te kennen voor 2021 deze som te reserveren op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

24.02.2021/A/0015

Département Finances

Finances - Fabrique d'église Saint-Jean Baptiste - Budget 2021.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste a fait parvenir à la Commune son budget 2021 ;

Considérant qu'afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique a inscrit à l'article 17 des recettes ordinaires (subside ordinaire de la commune) un montant de 104.561,55 EUR ;

Considérant que le budget se présente comme suit :

RECETTES	104.861,55 EUR
DEPENSES	104.861,55 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;
Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;
Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'émettre un avis favorable, sur le budget 2021, de la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste et de leur accorder un subside ordinaire de 104.561,55 EUR et de réserver cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Sint-Jan de Doper - Begroting 2021.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Jan de Doper haar begroting 2021 aan de begroting heeft laten worden;

Overwegende dat teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, de kerkfabriek op artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 104.561,55 EUR heeft ingeschreven;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet:

ONTVANGSTEN	104.861,55 EUR
UITGAVEN	104.861,55 EUR

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de eredienst;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken;

Gezien de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT :

Enig Artikel :

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2021 van de kerkfabriek Sint-Jan de Doper en hun een gewone toelage van 104.561,55 EUR toe te kennen en deze uitgave te reserveren op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting van 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

24.02.2021/A/0016 **Département Finances**
Finances - Fabrique d'église Sainte Barbe - Budget 2021.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Sainte-Barbe a fait parvenir à la Commune son budget 2021 ;

Considérant que ce budget se présente comme suit :

RECETTES	73.016,84 EUR
DEPENSES	73.016,84 EUR

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église a inscrit à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte)

un montant de 63.766,84 EUR ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un avis favorable sur le budget 2021 de la fabrique d'église Sainte-Barbe ;

Article 2 :

D'accorder un subside de 63.766,84 EUR à la fabrique d'église Sainte-Barbe et de réserver cette somme à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Sint Barbara - Begroting 2021.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Barbara aan de Gemeente haar begroting 2021 heeft laten worden;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet:

ONTVANGSTEN	73.016,84 EUR
UITGAVEN	73.016,84 EUR

Overwegende dat de kerkfabriek, teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, onder artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 63.766,84 EUR heeft ingeschreven;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de eredienst;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken;

Gezien de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2021 van de kerkfabriek Sint-Barbara;

Artikel 2 :

Een toelage van 63.766,84 EUR toe te kennen aan de kerkfabriek Sint-Barbara en deze uitgave te reserveren op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

24.02.2021/A/0017

Département Finances

Finances - Fabrique d'église Saint-Charles Borromée - Budget 2021.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint Charles Borromée a fait parvenir à la Commune son budget 2021 ;

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église doit inscrire à l'article 17 et 25 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte) un montant de 50.920,99 EUR;

Considérant que ce budget se présente comme suit :

RECETTES	92.525,00 EUR
DEPENSES	92.525,00 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un avis favorable sur le budget 2021 de la fabrique d'église Saint Charles Borromée ;

Article 2

D'accorder un subside ordinaire de 50.920,99 EUR et de réserver cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2021 ;

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Sint Karel Borromeus - Begroting 2021.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Karel Borromeus aan de Gemeente haar begroting 2021 heeft laten geworden;

Overwegende dat de kerkfabriek, teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, op artikel 17 en 25 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 50.920,99 EUR;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet:

ONTVANGSTEN	92.525,00 EUR
UITGAVEN	92.525,00 EUR

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de eredienst;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken;

Gezien de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2021 van de kerkfabriek Sint Karel Borromeus;

Artikel 2 :

Een toelage van 50.920,99 EUR toe te kennen aan de kerkfabriek Sint Karel Borromeus en deze uitgave te reserveren op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting 2021;

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

24.02.2021/A/0018

Département Finances

Finances - Fabrique d'église Résurrection - Budget 2021.

LE CONSEIL,

Considérant que la Fabrique d'église de la Résurrection a fait parvenir à la Commune son budget pour l'exercice 2021 ;

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église a inscrit à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte) un montant de 12.583,66 EUR et à l'article 25 des recettes extraordinaires (subsides extraordinaires de la commune) un montant de 30.000,00 €;

Considérant que le subside demandé doit être réparti entre les communes d'Anderlecht et de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ce budget se présente comme suit :

Recettes 62.990,00 EUR

Dépenses 62.990,00 EUR

Résultat -

Considérant que la quote-part du subside ordinaire de Molenbeek s'élève à 12.583,66 EUR X 59,43 % = 7.478,47 EUR et du subside extraordinaire s'élève à 30.000,00 EUR X 59,43 % = 17.829,00 EUR;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

Article unique :

D'émettre un avis favorable sur le budget 2021 de la fabrique d'église de la Résurrection et de leur accorder un subside ordinaire de 7.478,47 EUR pour l'exercice 2021 et un

subside extraordinaire de 17.829,00 EUR et de réserver cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2021 ;

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Financiën
Financiën - Kerkfabriek Verrijzenis - Begroting 2021.

DE RAAD,

Overwegende dat de Kerkfabriek van de Verrijzenis aan de Gemeente haar begroting van het dienstjaar 2021 heeft laten worden;

Overwegende dat de kerkfabriek, teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, onder artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 12.583,66 EUR en artikel 25 van buitengewone toelagen van de gemeente 30.000,00 EUR heeft ingeschreven;

Overwegende dat de gevraagde toelage moet verdeeld worden onder de gemeenten van Anderlecht en Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voor doet:

Ontvangsten	62.990,00 EUR
Uitgaven	62.990,00 EUR
Resultaat	-

Overwegende dat het aandeel van de gewone toelage van de gemeente 12.583,66 EUR X 59,43 % = 7.478,47 EUR en buitengewone toelagen van de gemeente 30.000,00 EUR X 59,43% = 17.829,00 EUR bedraagt;

Gezien het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken;

Gezien de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2021 van de kerkfabriek van de Verrijzenis en hun een gewone toelage van 7.478,47 EUR en buitengewone toelage van 17.829 EUR toe te kennen voor het dienstjaar 2021 en deze uitgave te reserveren op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2021;

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het punt goed.

24.02.2021/A/0019

Receveur Communal

Recette Communale - Mise à disposition d'une provision de fonds de caisse sous forme du produit easycard pour le service Informatique.

LE CONSEIL

Vu l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant sur le règlement général de la comptabilité communale;

Vu les articles 117, 123-4°, 136 et 138 de la Nouvelle Loi communale;

Vu le besoin d'octroyer des provisions de fonds de caisse à certains membres du personnel dans leur fonction de chef de service, afin de payer au comptant ou par internet les dépenses minimales du service;

Vu la décision du Conseil communal du 16.12.2015 avec pour objet "Banque Belfius – Souscription au produit easycard";

Considérant que le service informatique a introduit une demande pour une provision de fonds de caisse sous l'obtention du produit easycard afin de pouvoir effectuer des achats en ligne;

Considérant que ce service est confronté de manière fréquente à l'achat de produits informatiques en ligne;

Considérant que le service Informatique respectera de manière conforme toutes les lois et réglementations administratives et comptables ainsi que les réglementations sur les marchés publics;

Considérant qu'à ce titre il est de bonne gestion de mettre à disposition du service informatique une provision de fonds de caisse sous forme du produit easycard gérée par le responsable du service;

Considérant qu'un montant de 500€ doit convenir à l'exécution des tâches rencontrées;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

De constituer une provision de fonds de caisse sous forme du produit easycard pour le service Informatique et d'en fixer le montant à 500 € ;

Article 2 :

D'en attribuer la responsabilité et la gestion de cette provision de fonds de caisse sous forme du produit easycard au responsable du service informatique qui en reste personnellement responsable et qui prend les mesures nécessaires en vue d'en assurer la bonne garde;

Article 3 :

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de désigner nominativement le responsable de la provision de fonds de caisse et de procéder à une nouvelle désignation à chaque changement de responsable du service.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Gemeenteontvanger

Gemeenteontvangerij -Terbeschikkingstelling van een kasmiddelenfonds onder de vorm van het product easycard voor de dienst informatica.

DE RAAD,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de artikelen 117, 123-4°, 136 en 138 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de noodzaak om aan bepaalde personeelsleden in hun functie als diensthoofd kasmiddelen te verstrekken om de minimale uitgaven van de dienst contant of via internet te betalen;

Gezien de beslissing van de gemeenteraad op datum van 16.12.2015 met als voorwerp "Bank Belfius - Inschrijving op het product easycard";

Overwegende dat de dienst informatica een verzoek heeft ingediend voor de verstrekking van een kasmiddelenfonds onder de vorm van het product easycard om online-aankopen te kunnen doen;

Overwegende dat deze dienst vaak wordt geconfronteerd met de aankoop van computerproducten online;

Overwegende dat de dienst informatica in overeenstemming met alle administratieve en boekhoudkundige wetten en reglementen, alsmede met de reglementen op de overheidsopdrachten;

Overwegende dat het een goede beheerspraktijk is om de dienst informatica van een kasmiddelenfonds onder de vorm van het product easycard te voorzien dat wordt beheerd door de verantwoordelijke van de dienst;

Overwegende dat een bedrag van 500 euro voldoende moet zijn voor de uitvoering van de taken;

Op voorstel van het College van de Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

Artikel 1:

het oprichten van een kasmiddelenfonds onder de vorm van het product easycard voor de dienst informatica en het bedrag vast te stellen op 500 euro;

Artikel 2:

de verantwoordelijkheid en het beheer van deze kasmiddelenfonds onder de vorm van het product easycard aan de verantwoordelijke van de informaticadienst, die er persoonlijk verantwoordelijk voor is en die de nodige maatregelen neemt om de bewaring ervan te waarborgen;

Artikel 3:

het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de aanwijzing van de persoon bij naam die belast is met de kasmiddelenfonds en bij elke wijziging van deze persoon, over te gaan tot een nieuwe aanwijzing.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Recette communale - Contrat-Cadre produits dérivés personnes morales (Edition 2020) et Contrat EMIR de déclaration obligatoire avec ING Belgique SA.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la NLC;

Vu la décision du Conseil communal du 4 septembre 2019 concernant la consultation de crédits destinés au financement du service extraordinaire de l'exercice 2019;

Vu la décision du Collège du 24 décembre 2019 concernant la désignation de ING Belgique Sa pour le financement du service extraordinaire 2019;

Considérant la situation actuelle de la courbe des taux;

Considérant la technique de financement alternative proposée par ING Belgique Sa en matière de gestion active du portefeuille de dette, de sorte à limiter le risque de taux d'intérêts, profite actuellement d'une courbe des taux historiquement basse;

Considérant que jusqu'au 31 décembre 2022, ING nous propose de bénéficier d'un taux variable bas et ainsi de réduire la charge financière pour les exercices budgétaires 2021 et 2022; tout en laissant la possibilité à l'administration de conclure des couvertures de taux complémentaires pour cette période;

Considérant les explications fournies par ING Belgique SA pendant la réunion du 11 janvier 2021 en rapport cette technique de financement alternative;

Considérant que de plus, l'opération proposée s'intègre dans le cadre de la gestion de la dette et de contrats existants et se trouve de ce fait exclue du champ d'application de la réglementation sur les marchés publics;

Considérant que cette assistance doit faire l'objet de différentes conventions séparées du contrat de crédit;

Considérant qu'une adaptation de la clause d'indemnité de remplacement devra être modifiée dans le contrat de crédit comme suite: « Les remboursements anticipés ne sont pas autorisés pendant la durée de la structure. Toute opération non prévue contractuellement durant l'existence de la structure sera assimilée à une résiliation unilatérale du contrat par l'administration communale. Dans ce cas, la banque aura droit à une indemnité qui correspond à la perte financière réellement encourue »;

Considérant que les conditions de cette technique ont une durée de validité très courte et qu'il est donc nécessaire de réagir rapidement;

DECIDE :

Article 1:

De conclure un contrat cadre produits dérivés personnes morales (Edition 2020) auprès d'ING Belgique Sa qui reprend toutes les règles de travail avec la salle de marché de la ING Belgique Sa;

Article 2 :

De conclure un contrat EMIR de déclaration obligatoire auprès d'ING Belgique Sa, il incombe à ING Belgique Sa de déclarer toutes transactions faites pour l'Administration;

Article 3 :

De conclure les contrats suivants auprès d'ING Belgique Sa :

- "Votre Catégorisation MiFID Gemeente Sint-Jans-Molenbeek (37376741)"
- "MiFID Product Suitability"
- "MiFID Connaissance et expérience"

Article 4 :

De convertir tous les crédits à 10 ans et 20 ans ainsi que les N° de crédit 2861,

2863 et 2909 à 5 ans, pour un montant total actuel de 19.237.696,09 €, en faisant appel à la technique de gestion active de la dette (combinant un crédit à taux variable et des couvertures de taux);

Article 5

De désigner le Collège communal pour fixer les conditions de taux définitives, par l'intermédiaire du receveur communal qui sera chargé d'exécuter la transaction par téléphone avec ING Belgique Sa;

Article 6

De marquer son accord sur l'adaptation de la clause d'indemnité de remploi dans le contrat de crédit comme suit : « Les remboursements anticipés ne sont pas autorisés pendant la durée de la structure. Toute opération non prévue contractuellement durant l'existence de la structure sera assimilée à une résiliation unilatérale du contrat par l'administration communale. Dans ce cas, la banque aura droit à une indemnité qui correspond à la perte financière réellement encourue ».

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 35 votes positifs, 3 abstentions.

Gemeenteontvanger

Gemeenteontvangerij - Raamcontract afgeleide producten rechtspersonen (Editie 2020) en Overeenkomst voor verplichte rapportage onder EMIR met ING België N.V.

DE RAAD,

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Gemeenteraadsbeslissing van 4 september 2019 betreffende de raadpleging van de kredieten bestemd voor de financiering van de buitengewone dienst voor het begrotingsjaar 2019;

Gelet op het Collegebeslissing van 24 december 2019 betreffende de aanduiding van ING België NV voor de financiering van de buitengewone dienst 2019;

Overwegende de huidige situatie van de rentecurve;

Overwegende dat de door ING België NV voorgestelde alternatieve financieringstechniek met betrekking tot het actief beheer van de schuldportefeuille om het renterisico te beperken, momenteel van een historisch lage rentecurve te benutten;

Overwegende dat ING voorstelt om tot 31 december 2022 te profiteren van een laag variabele rente en zo de financiële lasten voor de begrotingsjaren 2021 en 2022 te verlichten; terwijl de administratie de mogelijkheid behoudt om voor deze periode aanvullende rentedekking af te sluiten;

Overwegende dat ING België NV tijdens de vergadering van 11 januari 2021 uitleg heeft gegeven over deze alternatieve financieringstechniek;

Overwegende dat de voorgestelde operatie bovendien past in het kader van het schuldbeheer en de bestaande contracten en derhalve is uitgesloten van het toepassingsgebied van de reglementatie betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat deze bijstand het voorwerp moet uitmaken van verschillende overeenkomsten die los staan van de kredietovereenkomst;

Overwegende dat de kredietovereenkomst de clause van de wederbeleggingsvergoeding gewijzigd moet worden als volgt: “ Vroegtijdige terugbetalingen zijn niet toegestaan gedurende de looptijd van de structuur. Elke verrichting die contractueel niet voorzien is tijdens het bestaan van de structuur, zal worden behandeld als een eenzijdige opzegging van het contract door het gemeentebestuur. In dit geval heeft de bank recht op een vergoeding die overeenkomt met het werkelijk geleden financiële verlies”;

Overwegende dat de voorwaarden van deze techniek een zeer korte geldigheidsduur

hebben en er dus snel moet worden gereageerd;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Tot het afsluiten van een raamcontract voor afgeleide producten voor rechtspersonen (Editie 2020) met ING België NV waarin alle werkregels zijn opgenomen met de trading room van ING België NV;

Artikel 2 :

Tot het afsluiten van een overeenkomst voor de verplichte rapportage onder EMIR met ING België N.V. waarbij het de verantwoordelijkheid van ING België NV is om alle verrichtingen voor de Administratie aan te geven;

Artikel 3 :

Om de volgende contracten af te sluiten met ING België NV:

- "Uw MiFID-categorie Gemeente Sint-Jans-Molenbeek (37376741)"
- "MiFID-productgeschiktheid"
- "MiFID kennis en ervaring"

Artikel 4 :

Om alle leningen met een looptijd van 10 jaar en 20 jaar, alsook de leningen met de nummers 2861, 2863 en 2909 met een looptijd van 5 jaar, voor een actueel totaalbedrag van € 19.237.696,09, om te zetten door middel van de techniek van actief schuldbeheer (combinatie van een lening met variabele rente en afdekking van de rentevoet);

Artikel 5 :

Om het College aan te duiden om de definitieve rentevoorwaarden vast te stellen, via tussenkomst van de gemeenteontvanger die belast zal worden om de transactie per telefoon uit te voeren met ING België NV;

Artikel 6 :

Zich akkoord te verklaren met de wijziging van de clausule van de wederbeleggingsvergoeding in de kredietovereenkomst als volgt: “ Vroegtijdige terugbetalingen zijn niet toegestaan gedurende de looptijd van de structuur. Elke verrichting die contractueel niet voorzien is tijdens het bestaan van de structuur, zal worden behandeld als een eenzijdige opzegging van het contract door het gemeentebestuur. In dit geval heeft de bank recht op een vergoeding die overeenkomt met het werkelijk geleden financiële verlies”.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 35 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

24.02.2021/A/0021

Département Développement Durable et Espaces Publics

Charroi - Déclassement de 11 véhicules utilitaires Zone de basses émissions.

LE CONSEIL,

Considérant la mise en place d'une zone de basses émissions (Low Emission Zone) sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que la réglementation concerne (sauf dérogations) les véhicules de type individuelles, Les camionnettes ≤ 3,5 tonnes (catégorie de véhicule N1 sur la carte grise) et les bus et autocars ;

Considérant qu'au 01/01/2020 les seuls véhicules interdits de circuler dans Bruxelles seront les véhicules diesel de norme Euro 1; Euro2 ; Euro3 ;

Considérant que le charroi de l'administration communal dispose en son sein de onze véhicules diesel de norme Euro 3 et dont les numéros de châssis sont les suivants :

Service Propreté Publique VF7N2M10000M16942	CitroënZx 2003	HNS-043	Voiture Mixte
Service Propreté Publique VF1HDCUK528156861	Renault Master 2003	JXM-974	Camionnette Plateau
Service Garage ZFAZ4400007686579	Fiat Ducato 2005	TSD-300	Camionnette
Service Métallurgie VF7ZCRMNB17512609	Citroën Jumper 2004	STC-868	Camionnette
Service Propriétés Communales WOLF7ABA55V608107	Opel Vivaro 2004	SVM-887	Camionnette
Service Electriciens VF7BTWJYB86057693	Citroën Jumpy 2003	NIQ-044	Camionnette
Service Peintres VF7BTWJYB86057067	Citroën Jumpy 2003	NIQ-046	Camionnette
Service Vitriers Camionnette	WOLF7ABA56V604569	Opel Vivaro 2005	TSD-313
Service Pavage VF7CRMGC17531935	Citroën Jumper 2005	SWW-749	Camionnette Plateau
Service Asbl Mission locale WOLF7ABA56V601841	Opel Vivaro 2005	TSD-284	Camionnette
Service Asbl Mission locale WOLF7ABA56V602188	Opel Vivaro 2005	1-CCM-629	Camionnette

Considérant que le contrôle a lieu sur base de la plaque d'immatriculation du véhicule et est effectué à l'aide de caméras.

Considérant que le non-respect des critères d'accès à la zone de basses émissions bruxelloise entrainera une amende de 350€ qui pourra être répétée à 4 reprises sur l'année;
Considérant qu'il y a lieu de procéder à un appel d'offre pour vendre les véhicules visés ci-dessus;

DECIDE :

Article 1 :

De déclasser les véhicules de type Citroën Zx, Renault Master, Fiat Ducato, Citroën Jumper, Opel Vivaro, Citroën Jumpy, Citroën Jumpy, Opel Vivaro, Citroën Jumper, Opel Vivaro et Opel Vivaro ; (numéros de châssis : VF7N2M10000M16942 – VF1HDCUK528156861 – ZFAZ4400007686579 – VF7ZCRMNB17512609 – WOLF7ABA55V608107 – VF7BTWJYB86057693 – VF7BTWJYB86057067 – WOLF7ABA56V604569 – VF7CRMGC17531935 – WOLF7ABA56V601841 – WOLF7ABA56V602188 ;)

Article 2 :

D'informer la compagnie d'assurance ainsi que le Ministère des Communications de ces dispositions ;

Article 3 :

De procéder à la vente des véhicules décrits en supra ;

Article 4 :

D'approuver le CSC, ci-annexé, relatif à la vente du véhicule dans son état actuel.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte

Wagens - Schrapping van elf bestelwagens met laadbak - Lage-emissiezone.

DE RAAD,

Overwegende het bestaan van een lage-emissiezone (Low Emission Zone) op het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest;

Overwegende de reglementering (behalve uitzonderingsregelingen) betrekking heeft op de personenwagens; de bestelwagens $\leq 3,5$ ton (voertuigencategorie N1 op het inschrijvingsbewijs) en bussen en autocars;

Overwegende op 01/01/2020 mogen de dieselveertuigen met Euro 1-, Euro 2-, en Euro 3-norm niet in Brussel rondrijden;

Overwegend dat het wagenpark van de gemeentelijke overheid elf Euro 3 dieselveertuigen bevat en waarvan het chassisnummer als volgt is:

Dienst Openbare Reinheid gebruik	Citroën Zx VF7N2M10000M16942	HNS-043 2003	Wagen-gemengd
Dienst Openbare Reinheid bak	Renault Master VF1HDCUK528156861	JXM-974 2003	Bestelwagen met laad
Dienst Garage Bestelwagen		Fiat Ducato ZFAZ4400007686579	TSD-300 2005
Dienst Metallurgie Bestelwagen		Citroën Jumper VF7ZCRMNB17512609	STC-868 2004
Dienst Gemeentelijke 887 Bestelwagen	eigendom	Opel Vivaro WOLF7ABA55V608107	SVM- 2004
Dienst Elektriciens Bestelwagen		Citroën Jumpy VF7BTWJYB86057693	NIQ-044 2003
Dienst Schilders Bestelwagen		Citroën Jumpy VF7BTWJYB86057067	NIQ-046 2003
Dienst Glazenmakers Bestelwagen		Opel Vivaro WOLF7ABA56V604569	TSD-313 2005
Dienst Bestrating laadbak		Citroën Jumper VF7CRMGC17531935	SWW-749 2005
Dienst Vzw Missie lokaal Bestelwagen		Opel Vivaro WOLF7ABA56V601841	TSD-284 2005
Dienst Vzw Missie lokaal Bestelwagen		Opel Vivaro WOLF7ABA56V602188	1-CCM-629 2005

Overwegende dat de nummerplaat van het voertuig aan de hand van camera's gecontroleerd is;

Overwegende dat het niet-naleven van de toegangscriteria tot de Brusselse lage-emissiezone tot een boete van 350 € zal leiden. Gespreid over een jaar kunnen per voertuig vier boetes worden gegeven;

Overwegende dat het nodig is om de bovenvermelde voertuigen te verkopen ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Om de negen voertuigen type Citroën Zx, Renault Master, Fiat Ducato, Citroën Jumper, Opel Vivaro, Citroën Jumpy, Citroën Jumpy, Opel Vivaro, Citroën Jumper, Opel Vivaro et Opel Vivaro ; (numéros de châssis : VF7N2M10000M16942 – VF1HDCUK528156861 – ZFAZ4400007686579 – VF7ZCRMNB17512609 – WOLF7ABA55V608107 – VF7BTWJYB86057693 – VF7BTWJYB86057067 – WOLF7ABA56V604569 – VF7CRMGC17531935 – WOLF7ABA56V601841 – WOLF7ABA56V602188 ;) te latten schrappen.

Artikel 2 :

De verzekeringsmaatschappij en de FOD Mobiliteit en Vervoer in te lichten ;

Artikel 3 :

De verkoop van de bovenvermelde voertuigen uit te voeren ;

Artikel 4 :

De lastenkahier (in bijlage) in zijn huidige staat goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

24.02.2021/A/0022

Département Services généraux et Démographie

Relations Internationales - Octroi d'un subside à l'asbl S.B.A.B.A.

LE CONSEIL,

Vu l'article 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983, relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions ;

Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l'octroi des subsides ;

Prend connaissance :

Du subside octroyée par décision du Collège Echevinal en date du 11/02/2021 :

1.200,00 EUR à l'asbl Spina Bifida's Action Belgo Africa (S.B.A.B.A.) (n° 0556.766.835), sise Rue de la Colonne 54/1, 1080 Bruxelles, pour la réalisation de ces trois projets à Kinshasa - Article 7620/332/02 (subside RI) du budget 2021 sous douzième provisoire.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Internationale Betrekkingen - Toekenning van subsidie aan S.B.A.B.A. vzw.

DE RAAD,

Gelet op artikel 123 2° van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983, betreffende de controle op de toekenning en op aanwending van sommige toelage;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad tot aanneming van het reglement betreffende de toekenning van subsidies in zijn zitting van 23/05/2018;

Neemt kennis :

Van de subsidie verleend bij besluit van het schepencollege d.d. 11/02/2021:
1.200,00 euro voor Spina Bifida's Actie Belgo Afrika vzw (S.B.A.B.A.) (nr. 0556.766.835), gevestigd Colonnestraat 54/1, 1080 Brussel, voor de uitvoering van deze drie projecten in Kinshasa - Artikel 7620/332/02 (subsidie RI) van de begroting voor 2021 onder het voorlopige twaalfde.

De Raad neemt kennis.

Françoise Schepmans entre en séance / treedt in zitting.

Mohammed EL BOUZIDI entre en séance / treedt in zitting.

Danielle Evraud quitte la séance / verlaat de zitting.

Rachid Mahdaoui quitte la séance / verlaat de zitting.

Rajae Maouane quitte la séance / verlaat de zitting.

24.02.2021/A/0023

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal PTB*PVDA, relative aux scancars et amendes de stationnement.

LE CONSEIL,

DECIDE :

Article 1 :

De ne plus employer des huissiers pour réclamer des amendes administratives d'au-delà de 2 années.

Article 2 :

De mandater le collège à adapter la convention avec la région afin d'interdire les scancars sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean.

Le point est rejeté.

37 votants : 6 votes positifs, 28 votes négatifs, 3 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de heer De Block, gemeenteraadslid PTB * PVDA, met betrekking tot de scancars en parkeerboetes.

DE RAAD,

BESLUIT :

Artikel 1:

Niet langer deurwaarders inzetten om administratieve boetes van meer dan 2 jaar op te eisen.

Artikel 2:

Het college opdracht te geven de overeenkomst met het gewest aan te passen om op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek een scancarverbod in te stellen.

Het punt wordt verworpen.

37 stemmers : 6 positive stemmen, 28 négative stemmen, 3 onthoudingen.

Françoise Schepmans quitte la séance / verlaat de zitting.

24.02.2021/A/0024

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal PTB*PVDA, relative aux scancars et amendes de stationnement.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur De Block, dont le texte suit :

Il y a deux raisons pourquoi je vous interpelle ce soir.

D'abord, parce que des Molenbeekoïses reçoivent encore maintenant des amendes, des sacs pour des faits d'il y a 5 ans.

C'est un fameux problème, car selon l'Art 29, la commune aurait dû envoyer des lettres (courriers ordinaires) il y a 5 ans, mais on sait que cela n'a pas été fait correctement.

Ma première question: Est-ce que la commune peut prouver cela? (Par des dépenses de timbres pex). Est-ce qu'il y a eu des rappels? Quand? Il y a des preuves?

Comment est-il possible pour les Molenbeekoïses de se défendre contre des erreurs éventuelles faites il y a 5 années? Comment garantir les droits de la défense? Un voisin a pu faire annuler son amende, car il n'y avait pas de preuves (photos) dans le dossier. Un ami était à l'étranger, a un parking en dessous de son immeuble, et il est le seul chauffeur du ménage. Néanmoins il a reçu 5 années après date, une lettre de huissier. Impossible de contester encore l'amende sous-jacente.

Que les gens paient leur amende, c'est logique. Mais il y a parfois des erreurs. Et faire payer 5 années après, c'est injuste. Et en plus les coûts sont doublés à cause des huissiers. Les riches peuvent frauder des milliards et payer des amendes de quelques millions. Les Molenbeekoïses doivent payer 100€ pour une amende de 55€, sans aucun recours. Voilà la justice de classe. Ma motion propose de mettre une date limite à l'encaissement des amendes, à ne pas dépasser 2 années.

Ensuite, je voudrais parler des scancars qui vont pomper encore plus d'argent. C'est incroyable combien la Région et la commune investissent pour faire payer les travailleurs. Dans d'autres communes, on inaugure des écoles, des logements sociaux, ici, on coupe des rubans pour des scancars et des parcmètres.

Ma deuxième question: combien coûte un scancar? Et combien il rapportera par an?

A La Louvière, les socialistes ont eu la dignité d'abandonner le projet de scancar, après une série de témoignages de citoyens dont je vais vous en citer quelques uns:

Marie-Noëlle : « Notre plaque a été scannée. On a reçu un PV alors que l'horodateur ne fonctionnait pas, que le disque était mis et que j'étais dans la voiture avec mes enfants, en attendant mon mari. »

Thomas : « J'ai été scanné et verbalisé alors que je déchargeais mes courses (ce qui est autorisé par le code de la route). »

Linda : « J'ai reçu 5 pv en une semaine... J'ai même écrit au bourgmestre qui m'a répondu de m'adresser à City Parking. Je comprend que les gens n'ont plus envie de venir à La Louvière. »

Déborah : « J'ai eu un PV alors que j'étais dans ma voiture pour répondre à un SMS. C'est scandaleux et inhumain. Vraiment déplorable et destructeur pour la réputation de la ville. »

Ma troisième question: Est-ce que vous pouvez garantir que le scancar à Molenbeek ne fera pas ces erreurs? Que les gens ne devront pas dépenser de l'argent et du temps pour prouver (difficilement) les erreurs... Comment les gens auront une preuve de paiement via les bornes digitales? Ou la preuve qu'il était impossible de payer?

Le scancar, et votre politique de stationnement, c'est du racket. Vendre plus de cartes de riverains qu'il y a des places en voirie. Fermer des places en voirie, sans en ouvrir autant hors voirie. Rendre payant les places hors voirie. Les travailleurs qui ont besoin de leur voiture, pour aller bosser en restaurant à boom, ou en zoning industriel, où les transports en commun ne sont pas des alternatives, à cause des horaires, ou des coupes dans les fréquences et arrêts, sont punis. Vous avez perdu des centaines de milliers d'euros avec des erreurs, comme les litiges par des grands spéculateurs contre vos taxes mal foutu, et maintenant ce sont des simples Molenbeekois qui paient la facture. Les spéculateurs paieront des centaines de milliers d'euros en moins. Les Molenbeekois des centaines de milliers d'euros en plus.

Dirk De Block

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer De Block,
gemeenteraadslid PTB * PVDA, met betrekking tot scancars en parkeerboetes.**

De Raad neemt kennis.

Michel Eylenbosch entre en séance / treedt in zitting.

24.02.2021/A/0025 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative au bien-être au travail des gardiens de la paix, des gardiens de parc et stewards - Report du 20/01/2021.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par M. Milis, dont le texte suit :

*Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les conseillers,*

Conscient du travail réalisé par les gardiens de la paix qui sillonnent nos rues, avenues et

boulevards tout au long des journées, par les gardiens de parc qui œuvrent pour garder nos parcs propres et entretenus et par les stewards qui veillent au respect du paiement des redevances de stationnement, j'ai fait le constat que la période sanitaire que nous connaissons ajoutée à la météo accentuent les difficultés rencontrées par ces hommes et femmes.

En effet, avant le mois de mars 2020, ces travailleurs avaient l'occasion de profiter des établissements tels cafés, restaurants et autres pour faire une pause « chaleur », « café » ou simplement pouvoir assouvir un besoin naturel.

Depuis la fermeture de ces établissements pour la période Covid, certains tracés ne permettent plus ces pauses.

Pas plus tard que cette semaine, nous sommes confrontés en période de froid à la venue de stewards ou gardiens de la paix qui viennent se réchauffer dans les halls d'immeubles. Nous avons eu la surprise de constater que certains ont été contraints d'uriner dans l'espace public, faute de trouver des toilettes.

Ne cherchant pas la répression mais bien les solutions, j'ai pu m'entretenir avec les personnes et leur responsable qui m'ont fait part de la situation que je vous expose.

Je pense que le bien-être au travail est une cause que nous défendons tous et plus particulièrement pour certains emplois réalisés dans des conditions difficiles (froid, gel, pluie, neige ...).

Dès lors, la commune ne peut-elle trouver des solutions afin de répondre à ces problèmes rencontrés ?

Ne pourrait-on trouver des accords avec certains acteurs commerciaux ouverts (station essence ... grandes surfaces ...) afin que ces travailleurs puissent « pauser » dans des conditions acceptables.

La commune, la région ont elles déjà pu réfléchir à cette problématique ?

Pourrait-on, si ce n'est déjà le cas, mutualiser les toilettes de la STIB ?

Merci,

Didier MILIS

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, over het thema welzijn op het werk van de gemeenschapswacht, parkwachters en stewards - Uitstel van 20/01/2021.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd tot een schriftelijke vraag.

24.02.2021/A/0026

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller

communal MR, relative au stationnement - Report du 20/01/2021.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Milis, dont le texte suit :

La problématique du stationnement à Molenbeek est de plus en plus omniprésente dans tous les quartiers à un point tel que les riverains finissent par stationner sur les trottoirs, ce qui est non seulement verbalisable mais surtout dangereux pour les piétons ou autres usagers faibles qui doivent emprunter des détournements (chaussée, piste cyclable ...) pour pouvoir suivre leur chemin.

Une voie que le MR propose de suivre est celle des parkings des grandes enseignes qui sont libres dès 20h00. En effet, le toit de certaines enseignes telles Delhaize Piron, Carrefour Mettewie, Lidl Gand ... restent libres de 20h00 à 08h00 et comptent des centaines de places.

Il en va de même d'espaces de parking appartenant à la commune tel le parking lié aux établissements scolaires de la Flûte Enchantée qui est désert soir et week-end alors qu'il compte au moins 60-80 places.

Les riverains doivent chercher éperdument un emplacement en fin de journée non loin de leur habitation (enfants, sacs, courses ...) et de préférence dans un espace sécurisée.

Il en va de même avec une problématique connue de tous à la station-service du Mettewie qui a été transformée en Delhaize Shop & Go. Les clients ne respectent pas les trottoirs où ils stationnent pour « quelques minutes » et entravent le passage des usagers faibles !

Quand ce n'est pas le trottoir, ils bloquent les parkings de l'immeuble. Une situation qui engendre souvent des situations conflictuelles.

Pour permettre aux enseignes de mettre ces espaces à disposition en étant garantis de ne pas retrouver des voitures tampons ou abandonnées, cela nécessite une collaboration étroite avec la commune qui pourrait non seulement délivrer des cartes spécifiques mais aussi tout mettre en œuvre pour contrôler et retirer les véhicules gênants.

- 1. Que compte faire la commune pour ouvrir les emplacements de stationnement des grandes surfaces ? Quelle autre proposition que la taxation ?*
- 2. Peut-on espérer que les parkings appartenant à la commune soient accessibles aux riverains les soirs et week-ends ?*
- 3. Les riverains du Mettewie 85-95 peuvent-ils espérer une intervention constructive et durable pour lutter contre les désagréments causés par certains automobilistes qui se rendent à la station essence ?*

Merci,

Didier Milis

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, betreffende de parkeerplaats - Uitstel van 20/01/2021.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd tot een schriftelijke vraag.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Duquesne, dont le texte suit :

Madame La Présidente, Chers Collègues,

Alors que le plan "Good Move" limite désormais la vitesse à 30km/h dans toute la région bruxelloise, l'IBSR relève régulièrement le manque d'infrastructures adaptées.

Je ne reviens pas sur l'incohérence de la mesure généralisée du 30km/h que le groupe MR a dénoncée à maintes reprises, et dont une pétition qui s'y oppose recueille désormais plus de 100.000 signatures. Je ne reviens pas sur l'incongruité du timing et de la méthodologie de mise en application de cette mesure, et l'irresponsabilité d'y consacrer des millions d'euros dans une période de crise sanitaire qui touche profondément les commerces, les entreprises et donc les emplois de la région.

Mais dès lors qu'elle est obligatoire, l'autorité doit mettre en place des infrastructures adaptées pour faire respecter la loi, en particulier dans les rues proches des écoles et dans certains petits axes résidentiels. Ces infrastructures doivent encourager les conducteurs à respecter les règles en garantissant leur sécurité, et surtout en garantissant la sécurité des autres usagers, en particulier celle des usagers faibles comme les vélos, les trottinettes, sans oublier les piétons.

Ce n'est pas le cas des petits ralentisseurs installés face au nr 11 de la rue des Hippocampes. Non seulement ces dispositifs ne permettent pas de faire ralentir les véhicules, mais de surcroît ils créent une zone de danger très importante pour les usagers faibles quand les véhicules contournent ces petits ralentisseurs en empruntant à vive allure les pistes cyclables de chaque côté, voire même la partie de la voirie où devraient se garer des voitures mais qui restent libres car il s'agit d'entrées de garage. Le placement de potelets n'est pas possible pour la même raison, les ralentisseurs sont bizarrement placés devant des entrées de garage.

Les habitants de la rue, fortement inquiets, d'autant qu'une école se trouve à quelques mètres, se sont réunis dans une pétition que je tiens à votre disposition. Non seulement les risques d'accident liés à l'infrastructure actuelle sont très importants, mais l'inefficacité du dispositif entraîne des réponses violentes des conducteurs quand les habitants font signes de ralentir et de ne pas emprunter les pistes cyclables. Plusieurs courriers furent déjà échangés en vain avec les différents services de la commune.

Madame La Présidente, pouvez-vous préciser :

- *Quelles sont les règles qui définissent le type d'infrastructure à utiliser pour limiter la vitesse ?*
- *Quelles sont les responsabilités en cas d'accident provoqué par ces infrastructures ?*

- *Que comptez-vous faire pour limiter la vitesse rue des Hippocampes tout en protégeant les usagers faibles et ainsi répondre à l'inquiétude légitime de ses habitants ?*

Je vous remercie pour vos réponses

Pascal Duquesne - conseiller communal groupe MR

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Duquesne,
Gemeenteraadslid MR, betreffende infrastructuur om de snelheid te beperken -
Uitstel van 20/01/2021.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd tot een schriftelijke vraag.

Hind Addi entre en séance / treedt in zitting.

Rachid Mahdaoui entre en séance / treedt in zitting.

Rajae Maouane entre en séance / treedt in zitting.

Carine Liekendael quitte la séance / verlaat de zitting.

24.02.2021/A/0028

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Akrouh, Conseiller
communal indépendant, relative aux tests salivaires dans les écoles.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Akrouh, dont le texte suit :

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, Mesdames, Messieurs les conseillers,

Durant ces dernières semaines, nous avons pu voir que la jeunesse de notre commune est tout au temps en première ligne que les adultes et les seniors. La fermeture d'école n'est pas une chose à pendre à la légère mais je félicite tout de même la réactivité du collègue dans sa prise de décision rapide pour assurer la sécurité de notre jeunesse. Nous avons pu voir dans la presse que la commune de Molenbeek allait fournir des tests salivaires aux enseignants, montrant que le collègue ne se repose pas sur ces décisions mais reste actif dans la lutte contre le COVID au sein de notre commune. Je voudrai aussi féliciter cette belle initiative, nous sommes grâce à cela encore les premiers en matière de lutte contre la COVID en région bruxelloise. Néanmoins j'ai quelques questions Madame la Bourgmestre : 1. Combien d'établissement scolaire sont concerné par cette campagne de test ? 2. Quelle est le coût de cette campagne de test ? 3. Est-il inscrit au Budget ? 4. Autre que les enseignants, est-ce que le personnel non pédagogique pourra aussi se faire dépister afin de permettre un dépistage plus complet des personnes direct ou indirectement en contact avec les enfants ? En vous remerciant pour vos réponses.

Mohamed Amine Akrouh

Conseiller indépendant

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Akrouh, onafhankelijk gemeenteraadslid, betreffende de speekseltesten in de scholen.

De Raad neemt kennis.

24.02.2021/A/0029

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Raiss, Conseillère communale SP.A-PS, relative aux mesures prises par la Commune afin de venir en aide aux sans-abris.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Mme Raiss, dont le texte suit :

En cette période de froid glacial, plusieurs personnes sans abri ou cumulant le statut de sans-abris avec celui de sans-papiers, se retrouve à la rue, dans nos rues à Molenbeek. Nous ne pouvons rester de marbre face à cette situation qui devient toujours plus alarmante en hiver. Bien qu'aucune solution raisonnable et humaine n'a encore été décrétée par le gouvernement bruxellois pour ces personnes en situation de sans-abrisme, j'estime qu'il est du devoir des responsables politiques ainsi que des gestionnaires de notre commune de mettre tous les moyens possibles en place afin que ces personnes puissent au moins avoir accès à un lieu où se réchauffer en journée et de pouvoir dormir en soirée. Nous disposons assez d'infrastructures ou même de locaux vides pour pouvoir mettre à disposition des espaces chauffés pour ces personnes.

J'aimerais donc savoir à quel niveau le service social pourrait intervenir afin d'encadrer ce genre d'initiative ?

Disposez-vous d'un cadastre d'infrastructures communales vides ?

Quel genre d'accompagnement est-ce que la commune propose aux différents squats présents sur notre territoire ?

A quel niveau est-ce l'ASBL Move pourrait collaborer avec le service social afin de pouvoir effectuer des rondes et informer les personnes sans-abris des différentes possibilités d'hébergement ?

Saliha Raiss

Conseillère communale SPA-PS

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Raiss, Gemeenteraadslid SP.A-PS, over de maatregelen die de gemeente heeft genomen om daklozen te helpen.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd tot een schriftelijke vraag.

24.02.2021/A/0030

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, Conseiller communal DEFI, relative aux mesures prises par la commune lors des vagues de froids pour soutenir citoyens en errance.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, dont le texte suit :

Madame La Bourgmestre,

La période de grand froid par laquelle nous sommes passés ces dernière semaines a été difficile pour beaucoup de nos concitoyens et plus particulièrement pour ceux qui vivent dans une très grande précarité. Avoir un toit sur la tête n'est malheureusement pas une chance donnée à tout le monde !

Voyez-vous, l'absence de logement touche un nombre croissant de nos concitoyens.

Moins visibles, plus pudiques, les hommes et les femmes, qui vivent en errance dans l'espace public, présentent des vulnérabilités particulières, d'autant plus qu'ils/elles sont souvent accompagné(e)s d'enfants.

Bien qu'il existe des profils variés de citoyens en errance, deux profils distincts ressortent quantitativement : des femmes et hommes souffrant de problèmes chroniques de santé mentale et des femmes victimes de maltraitance. Je le rappelle, la perte de logement et les problèmes conjugaux (avec ou sans violence) constituent les premières causes d'errance pour les femmes, notamment.

Mes questions sont les suivantes :

1. Pourriez-vous me dire à combien de citoyens sans-abris les services communaux ont porté secours ?

2. Pour ce qu'il en est du champ de vos compétences ou de votre tutelle :

- Quelles sont les offres du service communal ou projets destinés à aider les femmes et hommes en errance dans notre commune ?

- De quels moyens financiers disposez-vous pour lutter contre le sans-abrisme ?

- Avez-vous dégagé des espaces pour venir en aide aux citoyens en errance dans notre commune ?

- Si oui, combien de place(s) avez-vous dégagée(s) ?

- Où sont situés les lieux en question ?

- Y a-t-il, en ce moment, une réflexion dans votre cabinet visant à permettre des aides supplémentaires aux personnes en errance ?

Merci d'avance pour vos réponses.

Rachid Ben Salah

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ben Salah,
Gemeenteraadslid DEFI, over de maatregelen die de gemeente tijdens de
koudeperiodes heeft genomen om rondzwervende burgers te steunen.

De Raad neemt kennis.

24.02.2021/A/0031 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Raiss, Conseillère
communale SP.A-PS, relative à la sécurité routière aux abords de l'école la plume.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Raiss, dont le texte suit :

Monsieur l'Échevin,

Plusieurs problèmes de sécurité routière ont été constatés aux abords de l'école la plume par l'association des parents de cette école à Molenbeek. L'association des parents auraient formulé à plusieurs reprises la volonté de pouvoir sécuriser les abords de leur école. Selon eux, rien de concret n'a encore été proposé par les services compétents de la commune.

J'aimerais par ce fait savoir si un pré-diagnostic de la mobilité scolaire a déjà été effectué en concertation avec l'école afin de pouvoir proposer des solutions concrètes ? Est-ce qu'il serait possible de prévoir un dos d'ânes ou des ralentisseurs pour pouvoir ralentir la circulation aux abords de l'école ? Il serait également opportun de prévoir des gardiens de la paix au sein des abords de l'école, comme cela est le cas dans d'autres écoles. J'aimerais également savoir si toutes les écoles au sein de notre commune dispose d'un plan de déplacement scolaire ? Si cela n'est pas le cas, que pourrait prévoir la commune afin de favoriser la mise en place de ces plans de déplacement ?

Saliha RAISS

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Raiss,
gemeenteraadslid SP.A-PS, over de verkeersveiligheid in de omgeving van de school
de pluim.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd tot een schriftelijke vraag.

24.02.2021/A/0032 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Papadiz, Conseiller
communal MR, relative à la ligne de bus 86.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Papadiz, dont le texte suit :

Les Molenbeekois connaissent très bien la ligne de bus 86 qui les conduit, depuis de nombreuses décennies, au centre-ville de Bruxelles. Depuis l'arrêt Machtens au nord-ouest de notre commune, elle traverse de part à part notre commune en passant par les arrêts Condor, Tamaris, Dubois, Joseph Baeck, Gare de l'Ouest, Quatre-Vents, Duchesse de Brabant, Triangle, Porte de Ninove, Porte de Flandre, avant de rejoindre la Gare Centrale par Dansaert, Bourse, De Brouckère et Arenberg. En énumérant toutes ces stations, on comprend toute l'importance de cette ligne historique pour les habitants de notre commune, particulièrement ceux qui vivent dans les quartiers Machtens et Mettwie qui ne disposent pas de station de métro.

Malheureusement, la Stib ne l'entend plus de cette oreille. Dans son nouveau plan directeur bus, adopté par le gouvernement bruxellois, elle prévoit au courant de cette année 2021 la modification du trajet de cette ligne. Toujours au départ du Machtens, le 86 ne se dirigera plus vers le centre-ville mais vers Bockstael. Son parcours sera modifié à partir de la place de la Duchesse pour traverser la commune vers le nord, en passant par Etangs Noirs, Ribaucourt, Tour & Taxis et Bockstael.

Sur son site d'information, la Stib justifie cette modification radicale en affirmant que l'utilisation de la ligne 86 entre Gare de l'Ouest et De Brouckère serait limitée. C'est un argument qui ne tient pas la route... En effet, parallèlement à ce changement sur la ligne 86, la Stib projette de détourner le bus 89 qui relie actuellement le Westland Shopping à Bockstael. Mauvaise surprise pour les Molenbeekois : ce sera désormais cette ligne venant d'Anderlecht qui reprendra l'itinéraire actuel du 86 entre Duchesse et Gare Centrale.

Autrement dit, les Molenbeekois des quartiers Machtens-Mettewie devront changer de ligne à la place de la Duchesse pour se rendre au centre, tandis que les Anderlechtois, eux, disposeront d'un nouvel accès direct. Si je souligne cela, ce n'est pas pour confronter les intérêts entre Molenbeekois et Anderlechtois mais pour justifier que l'argument de l'insuffisance de l'utilisation de la ligne 86 au-delà de la place de la Duchesse est contradictoire avec la déviation projetée pour le bus 89.

Le Collège, sous la législature précédente, s'était opposé à cette modification. Il avait noté, je cite : « Les utilisateurs qui ont actuellement pour habitude d'emprunter la ligne 86 pour se rendre au centre-ville depuis l'ouest de Molenbeek seront obligés d'opérer une correspondance avec le métro au niveau de la gare de l'ouest, ce qui n'est pas souhaitable ». Il avait appelé la Stib et le gouvernement à « préserver la ligne 86 jusqu'au centre-ville et la prolonger jusqu'à l'extrémité de la partie ouest de la chaussée de Ninove, voire jusqu'au Westland Shopping Center ». Cette solution aurait permis de concilier les intérêts des Molenbeekois et des Anderlechtois sans devoir saucissonner les lignes 86 et 89. Ces propositions du Collège ont été malheureusement balayées.

A quelques mois de la mise en œuvre de ces changements, l'inquiétude gagne à juste titre les Molenbeekois. Une pétition a lancée en ligne par les habitants du quartier Machtens et ses abords. Comme conseiller communal, je trouve important de relayer leurs inquiétudes et de vous lire leurs arguments, par ailleurs très pertinents, pour le maintien du 86 :

« - Notre quartier se situe en zone C au regard du Règlement Régional d'urbanisme, zone moyennement desservie en transport en commun ;

- Seule connexion en surface qui relie Molenbeek au centre-ville ;

- Usage quotidien des familles et des personnes travaillant dans le centre-ville, en effet, de nombreuses écoles sont sur le parcours entre la chaussée de Ninove et la rue Antoine Dansaert ; de plus, le centre-ville reste un moteur économique pour la région

bruxelloise ;

- *Mode de transport adapté aux usagers faibles et aux personnes à mobilité réduite ;*
- *Le bus reste un mode de transport plus sécurisé davantage que le métro surtout pour les stations de métro Beekkant et Gare de l'Ouest (suivre les dernières actualités) ;*
- *Absence de consultation et d'informations claires, les habitants du quartier se sentent mis devant le fait accompli (absence d'affichages et de publications) ;*
- *Sentiment que la STIB a travaillé de son côté sans impliquer les habitants, on retrouve bien (enfin maintenant) sur le site les prévisions et parcours ; mais si les citoyens ne sont pas informés des changements, ils ne consultent pas spontanément le site de la STIB ;*
- *Pourquoi splitser 2 lignes qui fonctionnent et qui desservent déjà les mêmes arrêts ; incompréhension des habitants ;*

la ligne 89 qui relie actuellement le Westland Shopping à Tour et Taxis est déviée vers la gare Centrale et le 86 qui relie actuellement Machtens à la gare Centrale est déviée vers Tour et Taxis et Bockstael ; pourquoi couper des lignes qui assurent déjà ces connexions. De plus, Anderlecht a déjà le 46 qui rejoint le centre-ville pourquoi supprimer la seule connexion en surface de Molenbeek !? ».

Je vous invite toutes et tous à signer cette pétition adressée au gouvernement bruxellois et à la direction de la Stib. Il faut faire entendre notre voix !

Voici mes questions au Collège :

- *Avez-vous eu des contacts avec la Stib et des informations plus détaillées sur le changement projeté pour la ligne 86 ? Dans quel délai ?*
- *La Stib vous a-t-elle fourni des éléments chiffrés sur les fréquences d'utilisation ?*
- *Quelles sont les propositions alternatives portées par le Collège ?*
- *Quelle réponse apportée à l'inquiétude légitime des Molenbeekoïses ?*

*Leonidas Papadiz
Conseiller communal MR
Pour Molenbeek Saint Jean.*

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Papadiz,
Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot buslijn 86.**

De Raad neemt kennis.

24.02.2021/A/0033 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur El Bouazzati, Conseiller communal PTB*PVDA, relative aux lignes de bus 86 et 89.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur El Bouazzati, dont le texte suit

:

Nous nous inquiétons sur la déviation de la ligne 89 à cause des problèmes de sécurité (jet de pavé,...agression du chauffeur,...)

Qu'est ce que le collègue a fait ou fera pour apaiser la situation?

Garantir la sécurité des chauffeurs et voyageurs?

Est-ce que le collègue a prévu d'investir pour déployer le travail préventif? (Gardiens de la paix, travailleur de rue)

Modification de la ligne 86

Nous constatons que des molenbeekoïses s'inquiètent sur la modification de la ligne 86 pouvez-vous nous donner votre avis pour la défense de nos habitants?

Quelles sont vos démarches que vous comptez prendre pour que ces habitants puissent avoir une connexion rapide avec le centre ville?

Est-ce que la stib prend en compte l'avis des habitants et pour le futur que nos habitants puissent participer à cette modification et le ressort finale?

Merci pour votre réponse

MOHAMED ELBOUAZZATI

CONSEILLER COMMUNAL

MOLENBEEK SAINT JEAN

[Tel:0492.91.41.73](tel:0492.91.41.73)

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer El Bouazzati, gemeenteraadslid PTB*PVDA, met betrekking tot de buslijnen 86 en 89.

De Raad neemt kennis.

Mohamed Amine Akrouh quitte la séance / verlaat de zitting.

24.02.2021/A/0034

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Kalimbiriro, Conseillère communale PS-SP.A, relative au port du masque dans les écoles fondamentales.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Kalimbiriro, dont le texte suit :

Madame la Présidente, j'aurais espéré que cette question ne puisse plus être d'actualité lors de ce Conseil Communal.

Hélas, ce n'est vraiment pas le cas. Le Covid-19 est toujours là, avec des hauts et des bas. C'est au sujet du port de masque chez les enfants que j'aimerais vous questionner. Avant le congé de Carnaval, il y a eu des réactions de certains parents opposés au port du masque chez les plus petits bien que cela n'était exigé qu'à certains moments et lieux lors de leur présence dans les écoles communales à Molenbeek. Au vu de nombreux contacts et interpellations qui me sont parvenus de certains parents, au vu de la mobilisation créée entre autre sur les réseaux sociaux et bientôt dans la presse, ma question est la suivante : Ne faudrait-il pas orienter et/ou accompagner cette mesure par des chiffres d'études montrant le bien fondé du port du masque chez les plus petits ? Ou encore des chiffres d'études prouvant qu'il n'y a pas de contre-indication de cette mesure chez les enfants et que leur santé ne court aucun risque ? Les parents pourraient ainsi plus facilement comprendre le bien-fondé du port du masque. D'autres parts, quand un petit réagit : « il n'y a même pas de mort à l'école, et on est tout le temps dans notre bulle », je me dis, que le message n'est pas bien passé, et même les enfants ne comprennent pas le bienfondé de cette mesure. De retour du congé du Carnaval, il y aura probablement une re-évaluation de la situation, et la vaccination aidant, on sera peut-être fixé. Déployer une communication adaptée me semble impérative pour le reste du temps qu'on aura à vivre avec le masque.

Merci pour votre réponse.

Laetitia Kalimbiriro

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk Secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Kalimbiriro,
Gemeenteraadslid PS-SP.A, betreffende het dragen van maskers in de lagere scholen.**

De Raad neemt kennis.

24.02.2021/A/0035 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Addi, Conseillère
communale PTB*PVDA, relative à la lutte contre les violences faites aux femmes dans
le cadre du 8 mars.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Addi, dont le texte suit :

Mesdames, Messieurs,

Le 8 mars est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. C'est une occasion pour les femmes de se manifester et de rappeler les efforts qu'ils restent à accomplir afin d'atteindre l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Ces dernières années, les questions relatives aux féminicides et plus généralement aux

violences contre les femmes prennent plus de place dans l'actualité.

De telles violences ne sont pas des faits privés mais relèvent de la responsabilité collective de l'ensemble de la société. La nature structurelle de la violence à l'égard des femmes est ainsi rappelée dans le préambule de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique qui indique que : «la violence à l'égard des femmes est une manifestation des rapports de force historiquement inégaux entre les femmes et les hommes ayant conduit à la domination et à la discrimination des femmes par les hommes, privant ainsi les femmes de leur pleine émancipation».

Nous avons entendu parler de la collaboration avec les pharmaciens pour soutenir les femmes subissant des violences conjugales grâce à l'usage du code "masque 19" en officine.

Qu'en est-il à Molenbeek, est-ce d'application ? Que fait la commune en matière de prévention ?

Nous avons également appris que lors de l'agression au couteau qui a eu lieu à la gare de l'ouest, des jeunes se sont interposés entre l'auteur et la victime et ont permis aux forces de l'ordre d'intercepter l'agresseur.

La commune a-t-elle salué l'acte de bravoure de ces personnes ?

Merci pour vos réponses

*Hind Addi,
conseillère communale PTB*

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Addi,
gemeenteraadslid PTB*PVDA, met betrekking tot de strijd tegen geweld tegen
vrouwen in de context van 8 maart.**

De Raad neemt kennis.

24.02.2021/A/0036 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Hamzaoui, Conseiller
communal ECOLO SAMEN, relative à la salle de sport Mohamed Ali.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Hamzaoui, dont le texte suit :

Madame La Présidente,

Nous avons reçu récemment plusieurs interpellations des citoyens autour de la salle de sport Mohamed Ali. En effet, dans le passé les enfants de ce quartier fréquentaient

beaucoup cette infrastructure sportive qui est actuellement utilisée comme un centre de dépistage covid.

Ce centre de dépistage a connu une affluence importante à ces débuts, nous souhaitons ainsi savoir si cette fréquentation est la même ?

Le quartier a besoin de ce centre pour que les enfants puissent profiter de cette infrastructure et donc nous souhaitons savoir s'il n'est pas judicieux de réfléchir à réouvrir cette salle ?

Une forte demande pour une reprise d'activité pour les jeunes est constatée, nous demandons de trouver une solution pour les enfants de ce quartier.

Je vous remercie d'avance de votre réponse

Hamzaoui Taoufik

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk Secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Hamzaoui,
Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, betreffende de sporthal Mohamed Ali.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd tot een schriftelijke vraag.

24.02.2021/A/0037

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Sumlu, Conseiller communal ECOLO SAMEN, relative à la zone 30 km/h.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Sumlu, dont le texte suit :

Depuis le 1^{er} janvier 2021, la Région de Bruxelles-Capitale est devenue une zone 30 sur l'ensemble des routes, sauf exception.

Nous saluons cette décision qui promet d'apaiser la ville, qui assurera la sécurité de tous les usagers, et qui devrait améliorer la qualité de l'air. Nous en sommes d'autant plus satisfaits que déjà, les premières études mettent en évidence que la réduction de la vitesse moyenne n'augmente pas les temps de parcours à Bruxelles.

Cependant, pour faire respecter cette limitation, il faut d'une part informer par des campagnes de prévention et d'autre part sanctionner au besoin lors de contrôles. Durant le mois de décembre 2020, une vaste campagne de communication a été mise en place par la Région pour informer les automobilistes de ce changement.

Nous portons à l'attention du collègue que certaines communes ont doré et déjà pris l'initiative de renforcer cette mesure par ces campagnes de prévention complémentaires :

- *Des panneaux rappelant la limitation de vitesse à 30 km/h.*
- *Des radars préventifs de vitesse sur les voiries*

- *Des explications sur les sites internet de la commune*
- *Des campagnes d'information sur les sachets de pain des boulangeries*

Et à Molenbeek, Monsieur l'échevin de la mobilité, pourriez-vous nous préciser quelles sont les mesures supplémentaires qui ont été mis en place depuis janvier 2021 ?

*Emre SUMLU
Chef de groupe EcoloSamen*

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Sumlu,
Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, met betrekking tot de 30km / uur-zone.**

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 20:45
Opheffing van de zitting om 20:45

Le Secrétaire adjoint,
De Adjunct Secretaris,

La Présidente du Conseil,
De Voorzitster van de Raad,

Gilbert Hildgen

Catherine Moureaux